



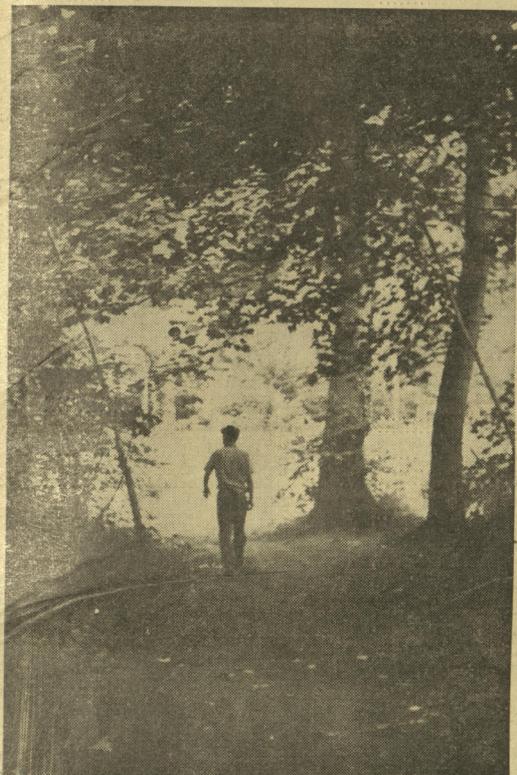
LE MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 92 • Juillet 1963 • I F.

ESPAGNE 36 : RÉVOLUTION ANARCHISTE



Le Soleil brillera pour tous...
(« Internationale » d'E. Pottier.)

UN PAPE CHASSE L'AUTRE

**Franco,
honte du monde**
(Trois jeunes militants en danger)

DÉCHRISTIANISATION DE LA C.F.T.C.

FRONT POPULAIRE : REVOLUTION MANQUEE

NOTRE CONGRÈS 1963

Le dernier Congrès de notre Fédération Anarchiste, qui s'est tenu à Nantes, a vu la participation de nombreux militants venus des régions les plus retirées du pays. L'élément jeune y prédominait ! Débat passionné où les grands courants collectivistes, anarcho-syndicalistes, individualistes, affrontaient leurs perspectives et évaluaient leurs possibilités. Il est incontestable qu'on assiste aujourd'hui à un renouveau de la pensée anarchiste qui se traduit par une évolution de l'éthique de la société actuelle. Elle est particulièrement caractéristique dans les rapports du couple, l'éducation des enfants, le problème sexuel, la résistance du mouvement ouvrier à l'Etat, etc. Cette évolution se fait d'ailleurs sans que les néophytes, qui en sont souvent les promoteurs, ne fassent de référence à la philosophie libertaire qui depuis plus de cent ans la préconise. Notre Fédération anarchiste a su renouer et cela n'explique pas seulement la densité de notre Congrès, mais également

la place importante que tiennent, et le rôle que jouent, nos militants dans des organisations voisines à vocation plus spécialisée, telles que la Libre Pensée, les organisations syndicales ou pacifistes, la Ligue des Droits de l'Homme, les Auberges de la Jeunesse, etc.

Ce qui est sorti de plus positif de ce Congrès, c'est à la fois la volonté de coordonner plus étroitement notre propagande et le souci de démasquer, voire d'écartier, les slogans dits « sociaux » qui ne sont que des écrans derrière lesquels l'Etat dérobe sa mutation rendue indispensable s'il veut continuer à assurer la sauvegarde des classes dirigeantes, ce qui, de tout temps, fut sa vocation. Et le Congrès en a dénoncé quelques-uns des plus néfastes, Christianisme social, planification centralisée, nationalisme, etc. Mais rien ne lui a paru plus important que la dénonciation de l'intégration.

Intégration ! Le terme est devenu à la mode dans les organisations syndicales.

Mais le Congrès a tenu à faire cesser l'équivoque. Pour la classe ouvrière, l'intégration commence à l'instant même où elle accepte la place qui lui est faite dans la société divisée en classes. A partir de ce moment-là, et quelles que soient les améliorations qu'elle obtient et qui l'installent le moins mal possible dans l'état de fait, elle concourt au maintien de son aliénation. La lutte contre l'intégration dans l'appareil d'Etat n'a de sens que dans la mesure où l'on refuse l'intégration dans la société dont cet appareil d'Etat est le régulateur. L'Etat le sait bien et logiquement, pour maintenir les hommes dans le circuit moral et économique qu'il dirige, il prépare l'intégration des jeunes, des organisations syndicales, du monde intellectuel dans des formations qui canaliseront leurs colères sur des voies de garage.

Mais si nos Groupes ont décidé au Congrès d'ajouter à leurs travaux ce dénominateur qui leur sera commun : **La lutte contre l'intégration sous toutes ses formes** et contre l'acceptation de toutes les inégalités, à commencer par l'inégalité économique, il est d'autres urgences qui ont retenu son attention. En particulier, la lutte contre le danger atomique ! Nombreux sont nos Groupes qui, considérant l'expérience de nos camarades anglais comme fructueuse, sont décidés à participer ou à appuyer l'effort du M.C.A.A. qui, en

France, a pris l'initiative de coordonner les efforts contre l'armement atomique. Là encore, la maturité de nos militants a permis d'écartier les illusions dangereuses. L'Etat capitaliste se trouve dans l'impossibilité de renoncer à ces efforts coûteux par la nature même de ses contradictions. Mais cela reste à démontrer pour beaucoup de gens sincères et la présence même de nombreux militants anarchistes sera un élément précieux d'éclaircissement.

Enfin, le Congrès a salué la transformation du journal de la F.A., arme indispensable et trait d'union entre la population et le militant. C'est par son intermédiaire que les hommes prennent contact avec les éléments de base de la philosophie anarchiste, c'est par son intermédiaire qu'ils sont tenus au courant des luttes auxquelles la Fédération anarchiste participe. Il est indispensable que le « Monde Libertaire » serve l'actualité de plus près. Il est indispensable qu'il propose des solutions aux problèmes urgents qui se posent à la population. Le Comité chargé de la rédaction ne manquera pas d'y songer sérieusement.

En définissant clairement les méthodes de travail et les objectifs de notre Fédération anarchiste, le Congrès l'a préparée objectivement à absorber une jeunesse à la recherche d'un idéal et qui se presse autour de notre organisation.

FP 2520

Librairie PUBLICO

Demandez-nous vos livres, vos disques.

vous ne les paierez pas plus cher et vous nous aiderez
3, rue Ternaux, Paris (11^e)
C.C.P. Paris 11289-15
Téléphone : VOLtaire 34-08
Les frais de port sont à notre charge.
(Pour tout envoi recommandé, ajouter 0,60 F aux prix indiqués.)

Quelques extraits du catalogue

BERTHIER P. V. :	
L'enfant des ombres	8,45
Mademoiselle Dictateur	7,50
Chéri Bonhomme	6
On a tué M. Système	3,50
BOGDANOW :	
Ceux de Cronstadt	12
BONTEMPS C. A. :	
Félix de la Forêt	7
BOSC :	
Mort au tyran (les voyages d'un président) — Dessins	6
BREFFORT A. :	
Paradis, fin de section	2,50
CAMUS A. :	
La Peste	11
GAVAN :	
Révolution au paradis	4,50
GLASER :	
Secret et violence	6,90
CLAVEL :	
La grande patience	
EATHERLI C. :	
Avoir détruit Hiroshima	
CORMAN :	
Les campagnes non violentes de Gandhi	4,50
DARIEN :	
Bas les cours	7,50
Le voleur	9
DOUART G. :	
Du Kolkhose du Kibboutz	14
GANDHI :	
La jeune Inde	6
GLASER :	
Secret et violence	6,90
DEVALDES :	
Han Ryner et le problème de la violence	0,50
DEVALDES M. :	
La brute prolifique. La chair à canon	6

A NOS ABONNES

Il peut arriver une ou plusieurs fois que vous ne receviez pas votre journal. Signalez-nous le fait, nous vous en enverrons un autre exemplaire. Si cela se renouvelait fréquemment, nous déposerons une réclamation à la poste.

Ceux qui ont réglé leur abonnement ces temps-ci ne doivent pas être surpris de retrouver sur la bande « Votre abonnement est terminé », le camarade chargé du fichier étant en vacances.

LE « COMITE DES 100 BERTRAND-RUSSEL » EN GRECE

organise le 6 août (Jour d'Hiroshima) à ATHENES un meeting antinucléaire international
Pour tout renseignement s'adresser à S.A.R.I., 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

HAN RYNER :	
L'amour pluriel	2,50
Chère pucelle de France	2,50
Face au public	4,50
Amant ou tyran	4
La soutane et le veston	4
Jeanne d'Arc et sa mère	4,50
Les voyages de Psychodore	3
La tour des peuples	4,50
Prenez-moi tous	4,50
La vie éternelle	3
Crépules	4
Bouche d'or, patron des pacifistes	6
J'ai nom Eliacin	7,50
Aux orties	7,50
Le sillage parfumé	9
Les orgies sur la montagne	3
Le mortier	4
La mort de Han Ryner, par J. Maurelle	4
HAGNAUER R. :	
Les jolis et les fruits de la lecture	6
L'expression écrite et orale	9,50
HEM DAY :	
Bible de l'objecteur de conscience et de maison	4
Jules Verne et Louise Michel	4
Pensée et Action : L'Inde	8
IMBART-NERVAL :	
Les sciences occultes ne sont pas des sciences	7,50
JOYEUX M. :	
Le consulat polonais	6,50
LEBESQUE Morvan :	
Quatre-vingt chroniques du Canard Enchaîné	12
LIGT B. de :	
Contre la guerre nouvelle	4
La paix créatrice (histoire des principales tactiques de l'action directe contre la guerre)	10
LIME M. :	
Les belles journées	3
Métro place des fêtes	9
MALTETE R. :	
Paris des rues et des chansons	23
Intervention à cœur ouvert	9,50

NAVEL G. :	
Chacun son royaume	12,50
Travaux	4,50
Parcours	6
Sable et limon	9,50
PAILLOU P. H. :	
L'homme fils de la terre et du ciel	4,80
PERET Benjamin :	
Anthologie des contes et légendes populaires d'Amérique	21
RASSINIER :	
L'équivoque révolutionnaire	3
REGLER G. :	
Le glaive et le fourreau	15,50
ROSTAND J. :	
Ce que je crois	4
L'homme	2,90
RUDIGOU R. :	
Le rendez-vous des lilas	9,90
Solassier l'anar	
SADE, marquis de :	
Justine ou les malheurs de la vertu	12
Écrits politiques	
Oxiter — Dialogue entre un prêtre et un moribond	1,85
Les infortunes de la vertu	12
SINE :	
Portée de papes	6,60
Les proverbes	7,50
Complaintes sans paroles (grand prix de l'humour noir)	15
Portée du chats	6,60
Dessins de l'Express	19,50
STEPHEN MAC SAY :	
La vivisection, ce crime	6
TCHAKHOTINE :	
Le viol de foules (le parfait dictateur)	19
UNESCO - GALLMARD :	
Le racisme devant la science	15
VAN TIEGHEM :	
Petite histoire des grandes doctrines littéraires en France, de la Pléiade au Surréalisme	8

VIAN BORIS :	
Romans et nouvelles	24
ARLAND M. :	
Anthologie de la poésie française	15
BACRI R. :	
Refus d'obtempérer	9
Le petit poète	9
BEDOUIN J. L. :	
Vingt ans de surréalisme	17
BONTEMPS C. A. :	
Intermittences	7
Destins	7
BRASSENS G. :	
La mauvaise réputation	4,60
BRETON A. :	
Les manifestes du surréalisme	33
BROCHON P. :	
La chanson sociale de Béranger à Brassens	5,60
CLOP'ARIA :	
Poèmes mélancoliques	4
Les cris muets	3
JOLIVET :	
Chansons sociales et satiriques	5
POMES M. :	
Anthologie de la poésie espagnole	15
PREVERT J. :	
Paroles	2
Spectacle	2
PUCCINI D. :	
Le romancero de la résistance espagnole	21
SALACROU A. :	
Boulevard Durand	9,50
STEPHEN MAC SAY :	
Ennui et révoltes	4,50
Seghers Collection « Poètes d'aujourd'hui »	19,00 F

Vient de paraître
« Front Populaire, révolution manquée »
par GUERIN DANIEL
19,00 F

VIE DE LA FÉDÉRATION

AIX-EN-PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, avenue P.-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE
« SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanche, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J.-P. BELLARD, Ecole à GUERIN, par Bayeux (Calvados).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FRÉROT, 57, route de Lion-sur-Mer, à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

MONTLUCON-COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT, Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta, à FALAISE (Calvados).

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis, de 17 à 19 h., Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, à LYON (3^e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Roupil, 56, rue Pierre-Lémerdi, à OULLINS (Rhône).

MARSEILLE
GROUPE ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE
Réunion tous les lundis, de 18 h. 30 à 20 h., 12, rue Pavillon, 2^e étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sévres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTES
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, route de Moreennes, à SAINTES (Charente-Maritime).

STRASBOURG
GROUPE SOCIALISTE - LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, écrire 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

TOURS
GROUPE LIBERTAIRE « PAUL ZORKINE »
Responsables : MARAUDIN A. et SCHA-KUMMUNDS J.-J.
Renseignements : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

CIVROS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, chemin des Charmes, à GRIGNY (Rhône).

GROUPE D'ÉTUDES ET D'ACTION ANARCHISTE
Ecrire : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRI
Réunion tous les jeudis, de 21 h. à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE SOCIALISTE - LIBERTAIRE MARKHO
Ecrire à Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert, Paris (18^e), qui transmettra.
Réunion : le jeudi à 16 heures.

GROUPE LES AMITIÉS INTERNATIONALES
Réunions : le 1^{er} et le 3^e samedi, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE SOCIAL - LIBERTAIRE JULES VALLES
Ecrire à Maurice JOYEUX, Paris (18^e), qui transmettra.
Réunion le samedi, à 14 h. 30.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE
S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE MAX STIRNER
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

Les jeunes étudiants du Lycée Balzac sont priés de prendre contact avec les militants des groupes Jules-Valles et Markho.

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredis).

Pour les cantons d'AULNAY, BLANC-MESNIL, SEVRAN, VILLEPINTE, un camarade formerait un groupe.
Renseignements : rue Ternaux.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Fête annuelle du groupe réservée aux militants du groupe et à leurs invités
Vendredi 5 juillet 1963, 21 heures
110, passage Ramey, Paris (18^e)

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE SPARTACUS
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon-Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE « LA COMMUNE LIBERTAIRE » C.M.T., S.L.A., ESPÉRANTISTES - RÉVOLUTIONNAIRES
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISONS-ALFORT
GROUPE FLYSEE RECLUS
Réunion tous les vendredis, à 20 h., 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

PARIS V
GROUPE KRONSTADT
Réunion tous les jeudis, à 20 heures, au local du Groupe.
Renseignements : 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

HAUTE-SAVOIE
GROUPE BERNERI

MACON
GROUPE GERMINAL

LAUSANNE
GROUPE ANARCHISTE
S'adresser à F. LEMOINE, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

SOUSCRIPTIONS
Sommes recues du 4 mai au 19 juin

Nicault	2,00
Voillard Bernard	20,00
Lasfargues	5,00
Aubert	100,00
Respaut	50,00
Groupe S. Faure	100,00
A. Lapeyre	100,00
Capellas	2,00
Rousseau Pierre	10,00
Ésperantistes de Sat	6,00
Damadé	5,00
Groupe d'Asnières	22,00
Anonyme	12,00
Albert Gilbert	3,00
Guyard Léo	5,00
Un chauffeur de taxi	10,00
Verleau Paul	5,00
Prevotel Marc	65,00
Vaillard Bernard	30,00
Groupe Louise Michel	1.000,00
Anonyme	3,00
Fayolle	2,00

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND
Réunions : Section de Rouen, les 1^{er} et 2^e mardis de chaque mois.
Section du Havre, les 1^{er} et 2^e vendredis de chaque mois.
Premier samedi et premier dimanche du mois, vente du journal à la crite.
Pour prendre contact : Aurélien DAUGUET, 15, rue Schubert, Le Havre.

RÉGION PARISIENNE
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Pour tous renseignements s'adresser au local, 110, passage Ramey, Paris (18^e).
Tél. : ORN : 57-89.
La Bibliothèque qui vient de s'organiser est ouverte à tous les militants du Groupe.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis, de 14 h. à 18 h.
Pour les groupes, renseignements à M.G.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GENÈVE
GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE ROMAND
Renseignements : J. UVIGNIER, 45, bd Saint-Georges, GENÈVE.

Attention ! le prochain numéro paraîtra le 1^{er} septembre 1963.

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08
C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15
ABONNEMENT
A 12 NUMEROS
France

LE TEMPS QUI PASSE

ON juge Murat! — Murat?... Ah oui! l'attentat du Petit-Clamart! Le point final d'une série d'événements qui, de 1958 nous ont conduits où nous sommes, c'est-à-dire au renoncement d'un certain nombre de nos libertés en échange desquelles on nous a déchargés de toutes responsabilités dans la gestion de la société.

L'Histoire avec recul nous confiera les étapes de cette démission, mais l'Histoire risque une fois de plus de passer à côté des vrais problèmes. Et le vrai problème celui qui a dominé ces cinq dernières années, c'est l'incroyable veulerie de la foule en général et des travailleurs en particulier.

Il est trop facile d'évoquer les divisions, le jeu des politiciens, les trahisons de toutes sortes, les renoncements des uns, la faiblesse des autres. Tous ces hommes qui émergent de la société et dont la tête se gâte rapidement sortent du même terreau, j'allais écrire du même fumier, la foule. Ils en sont le produit et trop souvent hélas l'ornement.

On juge Murat! Si les choses avaient tourné autrement, on aurait aussi bien pu juger tel syndi-

caliste, tel anarchiste sous le regard indifférent de la foule qui, dans l'événement qui est passé au-dessus de sa tête ne voit que de la matière pour la « une » de son quotidien et la foule aurait collectivement applaudi ou protesté comme elle applaudira et protestera si l'on exécute Murat, du bout des doigts, du bout des lèvres, du bout d'un cœur sec et vide.

La foule, la masse, le peuple? Le philosophe cherche l'excuse à l'effroyable incurie du troupeau égoïste, mais il faut être aussi aveugle que Marx lui-même pour trouver une excuse là où il n'y a que jérémiades, mollesse, égoïsme.

Des hommes, des vrais, venus de tous les horizons essaient de remuer cette masse gluante compacte jusqu'à ce que le vertige les saisisse, d'en extraire les éléments les moins gâtés qui les continueront avant qu'étourdis, ils ne plongent à leur tour dans ce ramassis de sottises et de lâcheté.

Cinq ans déjà! Du coup du 13 mai au jugement de Murat! Les coupables? De Gaulle, les ministres, les parlementaires, les par-

tie, c'est le peuple! Le peuple va-t-il dans une médiocre aisance, qui tire parfois sur sa chaîne pour se rapprocher de sa casserole, mais dont la langue pend près de la main qui le flatte, qui le corrige, qui le nourrit. A ce peuple-là, il ne sert à rien de lui masquer ses vices. Il faut lui dire rudement que les « autres » l'ont mystifié, qu'il ne possède aucune des vertus dont ceux qui le flattent l'ont paré, que son seul privilège, si on peut appeler cela un privilège, c'est d'être le plus mal traité et par conséquence être le seul qui ait vraiment intérêt à ce que la société change. Il faut lui dire rudement que rien ne changera avec des pleurnicheries et des risettes. Il continuera à faire reluire les chaussures ou il se battrait pour sa condition humaine. Et s'il se bat ce ne sera pas du tout cuit. Il lui faudra risquer la bagnole, les vacances, la télé, l'emploi assuré, la liberté et même la vie...

...La vie! Comme Murat par exemple, ennemi du peuple! Peut-être, ennemi des anarchistes, c'est certain, mais un homme sorti de la glu et devant lequel je lève mon chapeau!

M. J.

LA CROISÉE DES CHEMINS

La proposition de Ben Bella, tendant à libérer 1 200 harkis en échange des huit français emprisonnés en Métropole pour soutien à la Révolution algérienne, a reçu un refus catégorique de la part du pouvoir gaulliste; le gouvernement français a en effet besoin de huit militants du réseau Jeanson qui, à l'occasion d'une amnistie générale, justifieraient, bien que disproportionnellement, la libération des centaines de détenus O.A.S. Toutes ces nouvelles nous rappellent que malgré une apparente indépendance politique, le drame algérien demeure dans sa presque totalité; les conditions d'existence du peuple restent précaires et les dernières mutilations des casernes constantinoises semblent illustrer une farouche volonté populaire, face à un gouvernement fatalement irresponsable et incapable de résoudre les problèmes économiques entre autres.

Dans un article paru au moment de la visite de Nasser à Alger, Le Monde qualifiait l'expérience socialiste algérienne d'« anarcho-syndicaliste ».

Voilà, au premier abord, de quoi nous surprendre. Beaucoup d'éléments, en effet, nous heurtent dans cette expérience, et nous semblent bien loin de l'idéal anarchiste. Il y a tout d'abord le terme de nationalisation qui revient un peu trop souvent dans la bouche des dirigeants algériens. La façon même dont ceux-ci conçoivent leur rôle, la satisfaction visible qu'ils éprouvent à se faire acclamer, semblent les situer dans la lignée des démagogues et incitent à de fâcheux rapprochements. De plus, nombre de clauses des traités d'Evian paraissent engager l'Algérie dans une voie néocolonialiste qui ne serait guère préférable au colonialisme antérieur. Ne citons que pour mémoire les clauses militaires de ces accords qui impliquent une collaboration dans un domaine des plus douteux.

Nous devons pourtant être objectifs. Trop souvent, les anarchistes ont condamné toute expérience révolutionnaire parce qu'elle n'était pas issue de leurs milieux, bien que beaucoup d'éléments en aient été positifs et aient été marqués d'un sceau authentiquement libertaire. Nous devons d'ailleurs constater qu'une révolution d'un caractère ouvertement libertaire aurait instantanément soulevé contre elle toutes les puissances et tous les gouvernements et n'aurait guère eu de chance de survie sans le soutien actif des travailleurs d'autres pays. Or, on peut douter que ceux-ci aient

été décidés à l'accorder, si l'on en juge d'après le peu d'empressement mis par les travailleurs de ce pays à lutter contre la guerre colonialiste menée par ses gouvernements successifs. Il fallait aussi que les leaders algériens tiennent compte de l'état d'esprit de leur peuple, lassé par huit ans de guerre et guère disposé à fournir un nouvel effort révolutionnaire. Il est vrai que l'on peut précisément reprocher au F.L.N. d'avoir mené la guerre sur un plan strictement militaire, se refusant d'envisager parallèlement des réformes sociales. Dans ces conditions, la guerre achevée, la continuation de la Révolution n'aurait pas été un effort nouveau, mais serait apparue comme la suite naturelle de la lutte menée jusque là.

Et pourtant, il est des aspects de l'expérience algérienne avec lesquels nous ne pouvons qu'être d'accord. Nous ne sommes certes pas de ceux qui ont versé des pleurs sur le sort du malheureux Borgeaud, privé de ses richesses si honnêtement gagnées. Nous aurions plutôt tendance à considérer qu'il aurait fallu commencer par là. La façon dont les biens vacants sont administrés ne peut aussi qu'être considérée avec sympathie, puisqu'ils sont gérés par les ouvriers de l'entreprise eux-mêmes qui ne se contentent pas d'être des comités de gestion mais au cours d'assemblées de travail, participent eux-mêmes à la marche de leur entreprise et ne se privent pas de critiquer les responsables qu'ils ont élus et, éventuellement de les révoquer. Il y a là une expérience d'un caractère authentiquement anarchiste que nous ne pouvons qu'encourager, tout en constatant les faiblesses.

Mais je ne pense pas que la paternité puisse en être revendiquée par les dirigeants. Il s'agit au contraire de réformes imposées par la base, qui retrouvent ainsi spontanément les principes anarchistes. Le pouvoir ne fait que les tolérer, et ce, parce qu'il est actuellement incapable de prendre en main la gestion de l'économie. Mais ne l'empêche pas d'exiger qu'une part des bénéfices réalisés par les entreprises soit réservée à l'Etat, les deux autres étant destinées aux ouvriers et aux améliorations nécessaires. De plus, l'hebdomadaire algérien Révolution Africaine citait récemment le cas d'une usine où les travailleurs ayant à se plaindre de l'incapacité et de l'ambition des membres du comité de gestion, le pouvoir central, soutint systématiquement celui-ci. Tout porte à croire que l'autogestion n'est guère

admise par les dirigeants que comme un palliatif provisoire qu'ils s'efforceront d'abandonner lorsqu'ils auront affirmé leur force. Et, en attendant, ils veulent surtout éviter que cette solution prenne trop d'extension et tous leurs efforts tendent à montrer l'intervention de l'Etat comme nécessaire. Rien de plus facile que de créer des difficultés artificielles pour apparaître ensuite comme le seul capable de les résoudre. Dans un autre numéro, Révolution Africaine cite les propos du directeur d'un centre d'éducation populaire qui se plaint, de ce que, non content de se refuser à l'aider, on paralysait son action: « Nos rapports n'ont encore obtenu aucune réponse, et nous ne pouvons prendre des initiatives sans leur accord. Mais comme cet accord tarde toujours à venir, nous sommes paralysés!... Mais puisqu'ils ne m'envoient pas l'inspecteur que j'ai demandé, qu'ils ne mettent pas au moins de bâtons dans les roues! Qu'ils me donnent carte blanche et alors je prendrai les initiatives qui s'imposent. Mais en fait, les autorités n'aiment pas être mises devant le fait accompli. »

Deux tendances divergentes semblent donc se faire jour. L'une, véritablement révolutionnaire qui émane des travailleurs. L'autre, calquée sur les modèles européens prônée par les dirigeants qui veulent apparaître comme des gens sérieux. Puisque les autres ont un gouvernement, pourquoi pas eux? Même si, plus que jamais, jamais celui-ci, non seulement est inutile, mais joue encore un rôle nuisible, empêchant toute initiative et en démoralisant les travailleurs déçus. Certainement, le qualificatif d'« anarcho-syndicaliste » a dû faire frémir ces gens « sérieux », ces soldants élites, dont le but demeure de mettre sur pied un état fort, dès que les dissensions intestines et les difficultés extérieures auront été surmontées.

D'autre part on emprisonne Boudiaf; bien qu'appartenant au Parti de la Révolution socialiste, on connaît mal l'option politique de cet ancien responsable; en tous cas les arrestations de ce dernier coïncide avec un mécontentement grandissant.

Le peuple algérien aura-t-il la force de se débarrasser de ces « guides »? La partie n'est pas encore jouée et de son issue dépendront beaucoup de choses, non seulement pour les travailleurs d'Algérie, mais pour ceux du monde entier.

Alain THEVENET.

DISQUALIFIER LA GUERRE

Une lettre nous parvient avec ce surtitre de nos camarades de Moselle, rapellant l'attitude du soldat Zarudianski et les motifs qui l'ont incité à dénoncer tout à la fois et la torture et ceux qui s'en sont rendu coupables.

Mais il vont plus loin, et après avoir cité le général Billotte...

« Pour la torture je suis catégorique : sous quelque forme que ce soit, elle est inacceptable, inadmissible, condamnable, elle porte atteinte à l'honneur de l'armée et du pays. »

...ils peuvent ajouter :

« Mais plus que la torture, c'est l'acceptation de la guerre qu'il faut dénoncer. En effet, même quand elle commence en dentelles, elle dégénère inévitablement en exactions et en violences, de par les sentiments de méfiance, de haine et de vengeance qu'elle éveille et qu'aucune sagesse ne saurait maîtriser. »

Nous ne pouvons que les approuver, la guerre est toujours criminelle et de plus, elle est menteuse et lâche. La torture est son inévitable aboutissement.

Elle invoquera son honneur pour tenter de dissimuler ses plaies. Elle n'a pas d'honneur, et toutes ses tares ne disparaîtront qu'avec elle.

Cette lâcheté, elle vient d'en faire montre une fois de plus :

Entre, d'une part, la condamnation du général Massu, ce raté de coup d'Etat, qui a trouvé chez de Gaulle sa pitance et la poursuite de son métier de tortionnaire, et d'autre part, l'objection vivante du soldat Zarudianski dénonçant, par une grève de la faim de trois semaines, le crime et le criminel, l'armée a trouvé la solution terme :

Zarudianski est envoyé à Cherbourg, où il sera sous la coupe de nouveaux Massu inconnus ou en puissance et Massu continuera à bénéficier du prix de ses crimes et de ses trahisons.

HEMEL.

LE 2^e C.S.T.
ZARUDIANSKY Alain
Mie 202 - Ctg 62-2 C

à MONSIEUR
LE LIEUTENANT-COLONEL
ALBAFOUILLE, COMMANDANT
LE 6^e GROUPE DE REPERAGE
Objet : Refus de présenter les
armes au Général MASSU.

Alors qu'il est prévu pour le 31 mai prochain la remise de l'étendard au 6^e G.R. en la présence du Général Massu, je tiens à vous avertir, Monsieur le Lieutenant-Colonel, de ma résolution de refuser de rendre les honneurs d'une façon quelconque au Général Massu, responsable pour une large part des tortures commises par des soldats français durant la guerre d'Algérie.

Alors que de toutes parts des voix autorisées dénoncent la torture systématisée en Algérie : M. TEITGEN à la Sécurité d'Alger, le Général de BOLLARDIÈRE, M. André MALRAUX, actuellement ministre de la Culture et des Arts, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus illustres, le Général Massu prend la responsabilité pleine et entière d'admettre la torture comme moyen de maintien de l'ordre, et c'est en fonction des ordres qu'il a donnés que la torture a pu se généraliser et atteindre l'ampleur qu'elle a connue.

De l'aveu même du Capitaine ESTOUP lors du procès du Lieutenant GODOU, c'est le Général Massu qui a lancé l'opération « CHAMPAGNE » recommandant la torture comme moyen d'employer dans le renseignement.

Les raisons ci-dessus exposées me faisant considérer comme un déshonneur pour un Français de sauver le Général Massu justifiant ma décision de lui refuser les honneurs.

A. Z.

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant
19, rue du Croissant - Paris (2^e)

LE TRAVAIL
ET LA PSYCHOLOGIE

« Lorsque l'on a eu le privilège de vivre plusieurs années dans le monde ouvrier, le 1^{er} Mai en effet n'a plus la même signification. Sans doute m'était-il apparu toujours comme la fête du travailleur. Mais je restais comme un étranger pour l'ouvrier. Le Premier Mai, maintenant m'est plus profond. J'avais souvent prêché ce jour-là, mais depuis mon séjour à Gerland, je n'ai jamais pu me servir de mes anciens sermons car le travail a peu à peu transformé ma psychologie. D'origine bourgeoise, j'étais habitué au travail intellectuel, aux abstractions, le travail manuel m'a rendu plus observateur, attentif au réel, attentif aussi aux personnes et aux situations concrètes où elles se trouvent... »

« Une prédication du Premier Mai peut être valable si elle n'évoque pas en même temps que la grandeur du travail, le drame du travailleur, sa souffrance et aussi son espérance d'un monde plus juste. »

C'est une interview sur le 1^{er} Mai de Mgr Anceel, évêque auxiliaire de Lyon au journal « Le Courrier Français ». Ce journal rappelle que « Anceel » a travaillé à Lyon dans le textile de 1954 à 1959.

Quand on vous le disait qu'il fallait mettre les curés au boulot!

Soyons tout de même inquiets; l'avenir nous réservant plus de techniciens, plus d'intellectuels, cela devrait fournir à brève échéance un important contingent d'individus moins observateurs, moins attentifs au réel, moins attentifs aux situations concrètes.

C'est alarmant... C'est inquiétant... à moins que... à moins que Mgr Anceel ne se trompe, que ce n'était pas son travail intellectuel qui le faisait mauvais psychologue, mais son éducation religieuse qui lui déformait les situations concrètes; et nous doutons fort que 5 années de travail manuel lui aient été suffisantes, car aux dernières nouvelles il n'était pas encore défroqué.

SUR LES TROTTOIRS... (BIS)

Le 14 juin dans le direct de Jean Nocher, une perle: « La France bénéficie du redressement moral dû à son nouveau gouvernement » faisant suite à une vilénie caractérisée où il mettait sur le même plan l'action des pacifistes anglais dévoilant des secrets d'Etat et l'affaire Keeler-Profumo.

L'année dernière certains de nos lecteurs avaient trouvé un peu fort que nous traitions Nocher de putain. Si c'était par respect pour les putains nous les approuvons sincèrement.

UNE FINE « EQUIPE »

Les « cérémonies » marquant le cinquantième Tour de France cycliste se sont déroulées les samedi 22 et dimanche 23 juin place de la Nation. Goddet avait mis le paquet: des vedettes du twist pour la roue libre, un lever des couleurs avec musique de l'armée de l'air jouant la « Marseillaise » pour le boyau tricolore.

La pourriture militaire, on aime ça à « L'Equipe ». En 1954 à Berne, aux championnats d'Europe d'athlétisme, Yves Gibeau était reporter; dans son article racontant la victoire du 4x400 mètres français il remarquait que la « Marseillaise » n'avait rien à faire dans cette histoire: on ne revit plus son nom dans ces colonnes conformistes. Les évangiles de Goddet et de son brain-trust se résument à: « Devant le drapeau j'veux voir qu'une tête le p'tit doigt sur la couture du pantalon. »

Il y a quelques semaines on montrait une photo du fils de Marcel Cerdan croulant sous le paquetage des nouvelles recrues; en légende: « Son père aurait été fier. » Les infects! Si Jacques Goddet pouvait encaisser autant de coups de pied au

cul qu'il y a eu de bidasses pris d'envie de vomir lors de leur premier contact avec l'armée, l'énergie ainsi reçue le balancerait dans les étoiles. Et vogue la fusée, bon débarras!

Contrairement à ce que certains pensent dans nos milieux le sport, même de compétition, n'est pas un opium du peuple, mais le quotidien « L'Equipe », lui, en est bien un et des plus toxiques.

EN CABANE, AU CANADA

Au cours d'un reportage au Canada, la radio de Bruxelles nous a fait connaître les « terroristes tranquilles » qui sévissent dans la région de Québec. Les Belges ne sont plus les seuls privilégiés à avoir des séparatistes. Voilà qui doit remplir d'aise les tenants de « la plus grande France ». Il ne manque plus au tableau que quelques revendications des insulaires anglo-normands et quelques troubles en Suisse Romande. La fameuse théorie de l'espace vital sera-t-elle remise au goût du jour lorsque nous serons les cent millions de Français que souhaite sa majesté?

On peut tout craindre, en tout cas et pour le présent une explication de ces phénomènes est bien tentante: que font donc les barbouzes réduites au chômage par la fin de la guerre d'Algérie?

SUR LES TROTTOIRS
DES ONDES

France II est décidément le déambulateur des péripatéticiennes radiopariantes. Vers les 20 heures, comme encadrement d'informations

très dirigées, il faut se farcir Jean Nocher et Maurice Féraud.

Le premier se prend pour un pontife de la morale néorépublicaine et gaulliste; l'année dernière nous l'avons traité comme il convenait, n'y revenons pas. Quant au second, il campe le type parfait du valet sans personnalité, du parleur à gages qui se veut rusé, mais ne surprend que les imbéciles.

Le 11 juin au soir il s'en est pris à l'une des dernières déclarations de Krouchtchev où celui-ci aurait d'une part ironisé sur l'inefficacité des forces de frappe britannique et française et d'autre part considéré comme dangereux pour l'U.R.S.S. l'armement atomique de l'Allemagne fédérale.

Et le sbire Féraud de s'étendre sur l'incompatibilité des deux attitudes et sur la duplicité des dirigeants moscovites.

Sur cette duplicité Féraud n'a rien à nous apprendre (non plus sur la duplicité de tout chef d'Etat), mais s'il veut défendre ainsi la force de frappe de Monchose son argumentation est bien ridicule et inconsistante.

Les fusées intercontinentales suivent des trajectoires balistiques (départ à la verticale, sortie de l'atmosphère, chute proche de la verticale) et se déplacent à environ 16 000 kilomètres/heure.

Les « Mirages » de monsieur Dassault ne dépasseront pas Mach 3 (environ 3 000 km/heure) et seraient obligés de voler en rase-mottes (ou ce qui en tient lieu à cette vitesse) pour ne pas être trop rapidement dépités par les radars et de survoler les pays satellites avant d'atteindre l'U.R.S.S. A coup sûr ils se feraient tirer comme des lapins par la D.C.A. électronique.

Ah! comme ça, vilain petit larbin, vous voulez induire le bon peuple en erreur, lui faire croire que ces mirages... aux alouettes pourront servir à autre chose qu'à enrichir Dassault et ses compères. C'est pourtant pas beau de mentir.

Nocher va vous excommunier.

A rebrousse poil

par P.-V BERTHIER

LE POLYGONE

Un homme qui a fichtre bien raison, c'est ce lecteur de la magnifique et toujours intéressante Revue du Touring-Club de France qui vient de lui écrire ces lignes, reproduites dans son numéro 740 de juin 1963:

« J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la création projetée d'un polygone de tir sur le Plan de Canjuers (Var). »

« Vous savez que ce plateau est l'un des plus beaux « coins » de France puisqu'il est bordé par les gorges du Verdon, par la vallée du Verdon, par les forêts de chênes de Verignon, avec des échappées splendides sur les profils aériens des montagnes bas-alpines. »

« Vous connaissez la route qui le traverse, et qui descend à travers les roches et les buis rouges sur l'entaille formidable du grand canyon. »

« C'est l'un des endroits où règne un silence « sacré ». Le Grand Mergès, d'où l'on y monte, domine le plateau de Valensole et ses mers de lavande. Au pied, le plan de Canjuers, truffé d'ovens, invite au

recueillement, à la cueillette du thym, à la garde des brebis, qui par milliers viennent brouter là les herbes odorantes. »

« Tout cela va être interdit à la circulation civile, profané par l'armement moderne. »

« Au moment de l'encyclique de Jean XXIII, les militaires l'emporteront-ils encore sur les bergers et les poètes? »

Nous ne pouvons certes que contresigner le « tu et approuvé » que la Revue du Touring Club de France » a bien voulu accorder à la lettre de son correspondant. »

Il est vrai que celui-ci ajoute: « Les plateaux moins beaux et moins purs ne conviendraient-ils pas mieux aux nécessités de la défense nationale? »

Ici, confessons-le, nous sommes moins d'accord. Notre doctrine, on le sait, est invariable sur ce point: la seule défense nationale possible consiste dans la disparition générale des armées; et tant qu'on n'en sera pas arrivé là, toute armée ne fera qu'ajouter sa menace et

sa malveillance à celles des autres. »

Cela étant, nous estimons que les plateaux les « moins beaux » et les « moins purs » sont encore trop purs et trop beaux pour que les préparatifs guerriers auxquels se livrent les militaires viennent accroître leur impureté et aggraver leur hideur. »

Il n'existe pas sur la terre un lieu à ce point sinistre qu'il puisse mériter d'être transformé en polygone de tir. Si stérile et si lugubre soit-il, on trouverait toujours pour lui une utilisation plus satisfaisante. »

Où alors, qu'on donne suite à la vieille idée de feu La Fouchardière: faire du Tanzerouff un « guerrodrôme » et y envoyer les amateurs de gloire belliqueuse s'exterminer entre eux jusqu'au dernier. »

Cette réserve faite, il va de soi que nous appuyons toutes les protestations contre la création d'un polygone de tir dans la région du Verdon. Du moment que cela ne nous engage pas à demander qu'elle ait lieu ailleurs!

DE
L'INSTRUCTION

Quand on pense à tout ce qu'implique le long voyage de Gordon Cooper, on ne peut pas ne pas tomber en admiration. Quelle somme de calculs, de recherches, d'observations, d'essais cela demande pour envoyer un homme graviter autour de la terre pendant près d'un jour et demi et le faire revenir à l'endroit voulu avec une précision extraordinaire. Oui, voilà une belle chose, c'est le triomphe de l'homme qui a su tirer profit de son pouvoir de raisonnement en le mettant au service de sa connaissance. »

Mais quelques jours avant cet exploit les Etats-Unis occupaient déjà la « une » des journaux et la cause était tout autre. Car avant Cap Canaveral ce fut l'Alabama qui tint le centre de l'actualité, et à quel prix! On nous apprenait chaque jour les conditions dans lesquelles se déroulaient les manifestations antiracistes des Noirs du Sud. Manifestations contre lesquelles l'Ordre faisait appel aux chiens pour convaincre les hommes à la peau noire que les hommes à la peau blanche leur sont supérieurs. »

Cette coïncidence de faits est très significative et illustre d'une façon frappante la célèbre phrase de Jean Rostand: « Nous serons des dieux avant d'être des hommes ». Combien cette prophétie se révèle, hélas, exacte!

II. - L'ORDRE ET LA LIBERTÉ

par Maurice FAYOLLE

Pour quiconque se refuse à la facilité des formules simplistes ou des slogans, la vie des êtres au sein des sociétés pose des problèmes complexes. A bien réfléchir et du point de vue des anarchistes sociaux — qui est le mien — ces problèmes se condensent en définitive, dans ce problème-clé : la coexistence de l'Ordre social et de la Liberté individuelle.

Depuis les temps les plus reculés, toute l'Histoire Humaine n'a été qu'une lutte permanente entre l'Ordre — exigence impérative et naturelle de toute communauté — et la Liberté — exigence non moins impérative et morale des individus. A travers toutes les « révolutions » successives, comme à travers toutes les luttes nationales pour l'indépendance, voire même à travers les guerres de religions, on retrouve toujours en filigrane cette opposition entre deux forces contraires, dont l'une, centripète, tend vers l'immobilité et la concentration — jusqu'à l'étouffement ; l'autre centrifuge, vers le mouvement et la dispersion — jusqu'au chaos.

D'où un continu jeu de bascule. Car lorsqu'un groupe social, une classe ou un peuple s'insurge contre un Ordre qui tend à les dépouiller de leurs libertés, ils s'aperçoivent très vite, la victoire acquise — lorsqu'elle l'est — que la liberté conquise ne résout pas tous les problèmes. Car l'existence de toute communauté impose des exigences de toutes sortes, politiques, économiques, morales — en un mot, une discipline, c'est-à-dire un Ordre — qui vont à l'encontre de ce bien précieux pour lequel on s'est battu : la Liberté. Il s'ensuit une période chaotique où s'affrontent des clans rivaux et hostiles et au terme de laquelle l'un des clans finissant par s'imposer aux autres restaure l'Ordre par les moyens classiques de tous les dirigeants : les moyens d'Autorité. Et le peuple, après avoir lutté dans la guerre où la révolution pour conquérir sa liberté, se laisse bientôt dépouiller de sa victoire, faute de savoir s'organiser, par de nouveaux maîtres qui profitent du chaos et du désordre pour imposer leur

pouvoir. Il ne reste plus alors au peuple de nouveau asservi... qu'à méditer de nouvelles révoltes.

Comment sortir de ce cercle vicieux ? Comment concilier l'Ordre et la Liberté dans un équilibre qui ne soit plus le fait de luttes sanglantes, mais d'une coexistence pacifique ?

Ce problème ne fut pas étranger aux préoccupations de Proudhon et explique certaines variations de son œuvre. En fait, le grand pionnier de l'anarchisme social n'avait rien d'un esprit confus, mais la recherche patiente et obstinée d'une solution à un problème donné entraîne toujours de telles discordances dans l'ensemble d'une œuvre. Surtout chez ceux — et c'était le cas de Proudhon — qui se refusent à basculer, soit dans un « utopisme », sans lien avec la réalité, soit dans un « réalisme » faisant abstraction de cette réalité vivante qu'est l'individu. Car la première formule débouche sur le néant des réalisations, la seconde sur de nouvelles tyrannies.

Ainsi, le problème-clé qui se pose à tout révolutionnaire conscient est en définitive celui-ci : concevoir un ordre social qui ne soit pas en opposition avec la liberté individuelle ; concevoir une liberté qui soit compatible avec la discipline nécessaire, hors de laquelle aucune société ne peut vivre et survivre. Tout mouvement révolutionnaire qui n'aura pas résolu AVANT ce problème ne pourra que déboucher sur une révolte, non sur une révolution. Une révolte qui se terminera, soit dans la défaite par le retour à ce qui était, soit dans la victoire par l'instauration de nouvelles structures autoritaires, souvent encore plus tyranniques que les précédentes.

Cette leçon, que nous enseigne l'Histoire, implique pour tout mouvement révolutionnaire la nécessité d'étudier, d'élaborer et de définir aussi clairement que possible ce que pourrait être dans les temps que nous vivons et avec les hommes tels qu'ils sont les structures d'une société où seraient certains automatismes propres à réaliser un

équilibre naturel entre l'ordre nécessaire et la liberté indispensable.

Comment y parvenir ?

Définissons d'abord la liberté comme un ensemble de droits que revendique l'individu et dont la possession doit lui permettre d'affirmer sa personnalité et de sauvegarder son autonomie au sein du groupe social dont il fait partie ; et l'ordre comme un ensemble de devoirs que la société doit imposer à ses composants (sous forme de lois morales, politiques et économiques) pour maintenir l'homogénéité nécessaire, hors de laquelle la vie de la communauté se désagrège.

Il s'agit donc d'un contrat individualisé, selon la définition de J.-J. Rousseau. Mais pour qu'un contrat ait une légitimité naturelle et soit, par là même, accepté, il convient que les termes en soient librement discutés par les deux parties.

Or, dans toutes les sociétés autoritaires (autresfois théocratiques et monarchies absolues, aujourd'hui démocraties et dictatures) les termes du contrat social sont édictés unilatéralement par le pouvoir politique, au seul profit des classes ou castes dirigeantes qui constituent ce pouvoir. Un pouvoir qui détermine plus ou moins arbitrairement (selon le degré d'autorité du régime) les lois restrictives des libertés individuelles, sans que les individus puissent valablement faire valoir leurs droits — sinon par la révolte ; d'où le caractère artificiel, instable et précaire de tout contrat social en régime autoritaire et la nécessité de forces coercitives pour l'imposer.

Il est évident que pour rendre ce contrat valable, naturel et légitime, il convient que les termes en soient discutés librement par les deux parties et que l'équilibre entre les droits et les devoirs résulte, non d'une contrainte imposée, mais d'une confrontation permanente entre les impératifs qu'impose la vie sociale et les exigences de liberté de l'individu. Comment une telle confrontation peut-elle être possible ? Par une

organisation sociale conçue de telle sorte qu'elle permette à tous ses composants d'être associés — et non soumis — aux décisions prises. Il faut qu'à tout instant, l'individu se sente concerné par le maintien d'un ordre social au sein duquel il détermine lui-même les limites de sa liberté.

Pour cela, il faut créer des structures logiques qui permettent et même qui obligent l'individu à une continuelle confrontation entre les diverses aspirations qui l'animent. Ainsi, pour prendre un exemple dans le domaine économique, l'homme-producteur tend à réduire la somme de son travail au minimum ; mais l'homme-consommateur à lui, une exigence contraire : celle de vouloir toujours plus de produits à consommer, d'objets à utiliser. Il faut donc au sein d'organismes adéquats, l'homme-consommateur et l'homme-producteur se trouvent confrontés pour déterminer, sans contrainte, l'équilibre nécessaire. De même, au sein d'organismes semblables, il faut que l'homme-social se trouve confronté avec l'homme-individu, afin de réaliser l'équilibre entre les exigences d'ordre du premier et les exigences de liberté du second.

Ainsi se trouvera réalisé un équilibre naturel qui ne sera, ni le résultat d'une lutte entre les individus, ni celui qu'impose par voie d'autorité une classe au pouvoir, mais résultera d'une libre et permanente confrontation entre hommes égaux.

On conçoit que de telles structures n'aient rien de figé, de sclérosé ou d'immuable, mais tout au contraire permettront les révisions et les adaptations que commande l'évolution des sociétés. Et c'est ce qui permettra, précisément, à ces sociétés d'avancer sans heurts, sans violences — sans révolutions. Sauf, naturellement, les révolutions de la technique qu'engendre le progrès scientifique et les révolutions de l'Art issues de l'esprit humain.

C'est ainsi que le contrat social prendra toute sa valeur et que seront créées les conditions nécessaires qui permettront à l'Ordre de ne pas devenir un carcan et à la Liberté de ne pas sombrer dans le chaos.

A L'ÉDUCATION

Mais il n'y a pas d'effets sans cause et là, la cause est simple, c'est celle que nous combattons depuis longtemps, c'est l'État. Car tant que des hommes dirigent d'autres hommes, l'humanité n'avancera pas. Pour qu'elle progresse il faudrait que chaque individu ait reçu une éducation réelle et qu'il ait ensuite des responsabilités effectives dans le groupe social où il est intégré, ce qui suppose le système fédéral. Pour que l'humanité progresse, il ne faut plus qu'on se contente d'instruire l'homme, il faut qu'on l'éduque. Aux États-Unis, on s'est contenté d'instruire l'homme, il en est résulté un peuple qui est à l'avant-garde du progrès scientifique mais qui sur le plan humain est resté au stade primitif où l'on s'imagine encore qu'un couleur de peau fait la supériorité ou l'infériorité d'un être humain.

Le jour où cette institution historique, cette forme passagère de la société que l'on appelle l'État aura complètement disparu, nous saurons alors que l'histoire a fait un grand pas car, ainsi que le dit Bakounine : « L'histoire est la négation progressive de l'animalité première de l'homme par le développement de son humanité » et le développement de l'humanité de l'homme ne pourra se faire tant que l'État subsistera.

Jacques MERLINO.

ILS NE PASSERONT PAS

L'armée qui coiffe l'État grâce au tout puissant général-président, nourrit de grands projets pour l'avenir. Nous savons déjà que « la France a épousé son siècle », ce qui signifie qu'elle prépare fébrilement la prochaine guerre. Aussi est-il naturel que celui-là qui s'identifie pleinement à la France tout au long de ses tournées plébiscitaires se soit penché sur son armée et ait édité la place qu'elle devait tenir dans notre société. Place éminente, bien entendu, la question n'est pas là.

Ces messieurs les techniciens en chose atomique ont insisté pour qu'on leur donne des recrues triées sur le volet, une élite de jeunes gens ni trop bouchés, ni trop scrupuleux, qui n'hésiteraient pas à faire carrière dans cette armée repeinte à neuf qui ne manquera de rien : crédits, honneur, etc.

Seulement, l'armée moderne avec ses milliers partant en fumée, ça coûte cher. Et on a beau pressurer le pékin, arrive un moment critique où le pékin en a marre et descend dans la rue défendre ses derniers sous. Pour tourner la difficulté, ces messieurs du galon ont eu une idée géniale le génie peut exister les militaires, lorsqu'il s'est trompé de porte) : l'armée de métier. Ça, c'est du nanan. Du super-Machiaël : on fera des économies, la réforme sera populaire et on mettra sur pied des régiments de mercenaires entraînés pour toutes sortes d'exercices allant du maintien de l'ordre à la guerre civile.

Enfin, les soudards pourront se venger des Français qui n'ont pas la tripe tricolore ! Dreyfus leur est resté sur l'estomac, et la trêve de guerre, et Dien-Bien-Phu, et l'Algérie.

Geopons, lorsque les régiments d'élite, genre légion et para, ne seront plus freinés par la masse du contingent, il nous poussera de ces bas-fonds, comme des champignons

de nouveaux salans, et encore des argouls et des godards. Disposant d'armes perfectionnées et de commandos de choc, ce ne leur sera qu'un jeu de prendre Paris, quitte s'il le faut, à nous menacer d'un joujou atomique (Franco bombardait bien les villes). Depuis que la triste quatrième République a cédé le 13 mai, ils se croient tout permis (donnez un sucre à un roquet, il vous happera la main). Ils avanceront toujours un prétexte, hier, l'Algérie Française, demain, la croisade antisocialiste. Tout cela cache un appétit de puissance qui porte un nom : le fascisme.

Toutes les conditions seront bientôt réunies pour la venue au pouvoir d'une clique militariste : information devenue peu à peu monopole de l'État, retour au cléricanisme, attitude du capitalisme misant sur l'arme nucléaire, faillite du régime parlementaire, jacobinisme du mouvement ouvrier.

La suppression du service militaire obligatoire est prévue pour 1967-1968. Il faut compter deux ou trois années pour que les conspirateurs fignolent leur sale coup. Ils attendront le départ du Vieux, et à la première occasion, le pays verra les mitraillettes devant les immeubles des syndicats.

Nous ne pouvons cependant pas refuser le cadeau suspect du pouvoir. Bien que l'armée de métier ouvre la porte à la réaction, il reste que les jeunes seront libérés de l'infâme servitude militaire. Ne nous réjouissons pas trop vite, on parle déjà d'un service national, terme assez vague, qui autorise toutes les interprétations. Il s'agit en gros d'un service militaire camouflé, de quatre à cinq mois, qui s'accompagnerait d'une mise en condition « civique » de l'individu (avec les méthodes de Goebbels ?) Après quoi, des périodes de perfectionnement sont prévues dans des camps ; et, ô raffinement, le civil

devoit parachever sa formation « nationale » pendant une dizaine d'années dans sa vie professionnelle (!).

On ne voit pas très bien l'avantage d'un tel système sur le précédent, par contre on en devine les dangers : c'est la mise au pas du civil qui pourra à tout moment être mobilisé. Dès lors, finies les grèves ; ou bien on réquisitionne le gréviste, ou bien, on fait exécuter son travail par un de ces soldats sans uniforme, étant entendu qu'un refus d'obéissance serait assimilé à l'insoumission et sanctionné en conséquence.

Devant l'attitude agressive de ces traineurs de sabre prêts à tout, nous disposons d'une arme efficace : la grève générale. L'inertie face à la force brutale. Il faut préparer la résistance des travailleurs par l'agitation antimilitariste ; les minorités conscientes doivent s'unir, interdire à l'intérieur des syndicats pour réclamer le désarmement unilatéral, former des comités de vigilance pendant les périodes troublées, dénoncer les services, national ou militaire, qu'ils soient obligatoires ou volontaires.

Si le mouvement ouvrier renait de ses cendres et affirme sa combativité, ce sera probablement suffisant pour rétenir les colons aventuriers. Le 13 mai n'a réussi que par notre indifférence.

On nous mijote une armée-police. Opposons-lui un mouvement révolutionnaire lucide et vigilant, dont le mot d'ordre sera :

A BAS L'ARMÉE !

NAXOS.

(!) Général Valluy, Reoue des Deux-Monts, 13-10-1962.

PRÉSENCE DE L'ESPAGNE

ESPAGNE 1963 : vingt-quatre années après la fin de la tragédie espagnole, l'ordre franquiste régnait : l'Église, l'Armée, les Banques dominent ce pays le plus dramatique, le plus sombre, le plus écrasé qui soit. Rien n'y est déguisé : ni la richesse des jours insolente, ni la misère la plus nue, cette misère qui permet d'économies et agréables vacances aux touristes se distrayant d'un merveilleux folklore : le folklore d'un peuple qui n'a plus rien et qui cherche dans la seule chose qui lui reste, dans cette nouvelle passion nationale : le football, un dérivatif à son immense détresse...

Ecrasée par un pouvoir qui n'est qu'une entreprise d'enrichissement pour les uns, de conservation des privilèges acquis pour les autres, la population tout entière reste muette, animée en soi d'une sourde hostilité envers le système oppressif de la dictature franquiste — étrange univers où tout ce qui est réel est fictif, où tout ce qui est fictif est réel est clandestin. Haïssant l'oligarchie régnante, la puissance de l'Église, l'appui qu'elle donne au régime et sa complicité dans la répression, la population englobe dans une même inimitié les policiers de la Garde civile et les prétoriens de l'armée qui, pourvus d'armements modernes constituent le plus redoutable instrument de répression intérieure qui puisse exister en Europe.

Or, en dépit de l'oppression franquiste, l'opposition s'organise clandestinement. Convaincue que la lutte reprendra d'une façon ou d'une autre, elle prépare l'avenir de l'Espagne de demain. Travail de longue haleine qui, malgré les obstacles et les difficultés accumulés par la ploutocratie qui se sait condamnée mais qui veut se survivre, n'a jamais cessé et ne cesse de se faire.

Mais, dans l'attente de la renaissance escomptée : but des lourds sacrifices que supporte courageusement la masse des militants de l'intérieur et de l'extérieur, nous devons nous montrer plus solidaires que par le passé pour que cesse au plus tôt le calvaire de cette Espagne martyre à laquelle nous sommes attachés, particulièrement ceux des hommes qui ont atteint la cinquantaine ou plus et pour qui la révolution espagnole de 1936 a été non seulement une révolution mais une immense espérance.

Aujourd'hui parler de l'Espagne de 1936 ce n'est pas par nostalgie chercher à évoquer le passé ou à exprimer le regret de nos espoirs évanouis au vent de la défaite, mais rappeler aux jeunes, aux militants, à nos amis lecteurs, les événements des journées de juillet 1936 et les conquêtes sociales de la révolution ; les mouvements de collectivisations industrielles et agricoles en Catalogne, en Aragon et au Levant, préparation de la société libertaire, d'un monde meilleur et digne d'être aimé, mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Une étude succincte mais objective, dans ces colonnes, commente ces réalisations sociales et révolutionnaires que de trop nombreux historiens, critiques pariaux de l'Histoire de la Révolution espagnole, oublient ou négligent : nous pensons au film « Mourir à Madrid » — s'empres- sent de calomnier le caractère libertaire des collectivisations. Mais nous savons que les anarchistes espagnols ont fait la preuve de leur remarquable esprit d'organisation, déployant des capacités constructives sur le terrain de la commune et de l'atelier, et réduisant à néant l'accusation lancée contre eux d'être avant tout des idéalistes, des rêveurs, des inorganisés !...

Mais la preuve est ainsi faite que « l'anarchisme ibérique, source d'énergie combattive, organisatrice, a permis à la C.N.T. et à la F.A.I. d'édifier l'une des plus grandes œuvres constructives qu'ait jamais faites la classe ouvrière... » : c'est là une des raisons pour lesquelles l'esprit révolutionnaire de juillet 1936 reste aussi vivace, comme l'attestait dans « Témoins » Albert Camus qui écrivait :

« ... Le 19 juillet 1936 sera aussi l'une des dates de la deuxième révolution du siècle, celle qui prend sa source dans la Commune de Paris, qui chemine sous les apparences de la défaite, mais qui n'a pas encore fini de secouer le monde et qui, pour finir, portera l'homme plus loin que n'a su le faire la révolution de 1917. Nourrie par l'Espagne et, en général, par le génie libertaire, elle nous rendra un jour une Espagne et une Europe et, avec elles, de nouvelles tâches et des combats enfin à ciel ouvert. Ceci du moins fait notre espoir et nos raisons de lutter. »

J. F.

L'INDUSTRIE TEXTILE

Ce n'est pas une petite affaire d'organiser, sur des bases collectivistes, une production créée par de nombreuses fabriques dispersées en plusieurs villes et employant quelque 250 000 personnes. Le syndicat des textiles de Barcelone (C.N.T.) a réussi à réaliser ce travail en un temps très court. Ce fut une expérience sociale extrêmement importante. La dictature des patrons a cessé. Les salaires, les conditions de travail et même la production furent fixés par les travailleurs. Tous les responsables devaient répondre de leur gestion devant les assemblées générales d'usines et du syndicat. La nomination à un poste dans un comité n'entraînait pas d'avantages financiers particuliers. La collectivisation de l'industrie textile de Catalogne démontra une fois pour toutes, que les travailleurs étaient capables de diriger de grandes entreprises.

170 000 ouvriers du textile étaient liés à la C.N.T. et 60 000 à l'U.G.T. À Barcelone cette corporation envoya de 20 000 à 25 000 volontaires de la C.N.T. au front, et l'U.G.T. 3 000.

Dans chaque fabrique on eût un conseil d'administration composé des camarades les plus compétents. Ces

comités d'administration comptaient de trois à neuf membres, selon l'importance de l'entreprise. Les comités étaient chargés de l'organisation intérieure de l'usine, des statistiques, de l'exploitation, des finances, des contacts avec les autres industries, etc.

La création d'un comité d'initiative comprenant des techniciens, des travailleurs, des spécialistes du commerce, des organisateurs, tous choisis en raison de leur compétence, fut un acte très utile. En effet, ce comité s'occupait de réaliser les propositions d'améliorations à apporter dans l'industrie, en faisait lui-même et contribuait ainsi à améliorer considérablement la production, la répartition du travail, l'hygiène, etc. Après quelques mois de collectivisation, l'industrie textile de Catalogne avait amélioré très sensiblement la situation matérielle des travailleurs. La durée du travail qui, pour certaines branches, comme celle des teinturiers, était de soixante heures par semaine, fut ramenée à quarante heures. Les salaires furent repartis d'une façon plus équitable, le travail aux pièces supprimé et remplacé par le travail à la journée.

L'ETUDE présentée ici ne peut donner qu'un très faible aperçu de ce qu'édifiaient les travailleurs, sous l'impulsion de l'organisation anarcho-syndicaliste C.N.T. Dans celle-ci se groupaient la grande majorité des travailleurs de Catalogne, d'Aragon, du Levant. C'est pourquoi ce fut dans ces régions que les réalisations prirent le plus d'ampleur.

Les libertaires n'ont pas la prétention d'avoir apporté le paradis sur terre. Du moins ont-ils tenté de réaliser un régime présentant le maximum de justice sociale, malgré toutes les difficultés dues à la guerre civile et à la résistance opposée par les partis politiques.

Lorsque les travailleurs regagnèrent les usines à la fin de la grève générale, ils reprirent le travail dans de nouvelles conditions. Ils nommèrent, au cours d'assemblées d'ateliers, leurs propres directions. Les comités d'usines dirigèrent les entreprises avec l'aide des techniciens. Les patrons qui reconnurent le nouvel état de choses, furent intégrés sur un pied d'égalité et placés aux places correspondant à leurs capacités. Ce qui

REVOLUTION LIBERTAIRE EN ESPAGNE



L'industrie de guerre œuvre des syndicats pour la défense de la révolution

En Catalogne, avant la Révolution, l'industrie métallurgique était peu développée. La plus grande usine était une fabrique d'automobiles : Hispano-Suiza. Elle employait 1 100 ouvriers. Les organisations syndicales procédèrent, dès les premiers jours de la saisie de l'usine, à l'organisation des travaux sous la direction intégrale des organismes créés par le prolétariat, afin d'adapter la fabrication aux nécessités imposées par la guerre civile. Les travaux qui sortent de tous les établissements de l'industrie métallurgique pour le service de guerre étaient soumis au contrôle du Comité des milices. Celui-ci fonctionnait sous la direction d'un délégué spécialement nommé à cet effet. Le camarade qui remplissait ces fonctions, complexes et délicates, est un des membres les plus en vue du Syndicat unique de la métallurgie (C.N.T.). Il a ses bureaux installés à l'intérieur de l'usine Hispano-Suiza. C'est dans la que se trouve centralisée la direction de la production métallurgique de guerre.

La direction de la fabrique est assurée par un comité d'entreprise formé d'un représentant de chaque section, y compris des délégués, des techniciens, des employés de bureau, des ingénieurs, etc. Dans les premiers jours qui suivirent le soulèvement fasciste, l'usine fut recouverte et fabriquée des voitures blindées, des grenades, des supports de mitrailleuses, des ambulances, etc. Ces premières voitures de guerre portaient les initiales C.N.T.-F.A.I., les deux organisations à la tête du combat contre le fascisme, et dont la grande majorité des travailleurs métallurgistes catalans étaient membres (80 %).

Au cours de la guerre civile, 400 usines furent édifiées en Catalogne. Le ministre-président Taradellas déclarait en octobre 1937 : « Les fabriques de munitions et d'armements ont, depuis les quatorze mois de leur existence, écrit une épique du tra-

manqua en expérience, au début, fut compensé par l'initiative individuelle. En un temps très court, le système capitaliste fut transformé en système d'économie collective. Une révolution économique était accomplie.

La collectivisation engloba les textiles, la métallurgie, les transports (tramways, chemins de fer), la construction, le téléphone, l'hôtellerie, les coiffeurs, les cinémas, les abattoirs, le port de Barcelone, etc. Mais c'est surtout dans l'agriculture que les transformations furent les plus profondes.

Cependant, plus encore peut-être que les réalisations, c'est surtout l'esprit dans lequel fut faite cette révolution, qui est remarquable. En effet, leurs, mais pas de classe dirigeante non plus. Les hommes, unis pour une même tâche, mais égaux dans la distribution des biens produits en commun.

Notre dessin, en composant cette page, a été d'éveiller chez eux qui ignorent ou connaissent peu les réalisations libertaires le désir d'étudier ce qui fut la seule révolution socialiste.

Une collectivité agricole

Un camarade catalan, responsable de la collectivité du hameau de Tivisa, commune de Serra de Almos (province de Tarragone), nous a décrit l'évolution de cette expérience.

Le 19 juillet 1936, les militants de la C.N.T. habitant le village se réunirent décidément de fonder une collectivité. Des paysans de diverses nuances politiques se joignirent ensuite à nous, venant. Chacun apportait sa terre, ses outils de travail. On pouvait se fier à la collectivité, au bout d'une semaine, à condition de prévenir, dans les délais, celui qui portait le matériel. L'assemblée de ce qu'il avait apporté.

Au début, dans l'enthousiasme général, tout marcha très bien. Peu à peu, cependant, profitant des difficultés causées par la guerre, des éléments de la droite, du parti communiste, de l'Esquerra de Catalogne tentèrent de plus en plus d'obstruction créèrent de nombreux incidents. Nous nous tenu des réunions dans lesquelles nous expliquions aux paysans qui ne nous avaient pas rejoints, l'importance de nous grouper. Nos réunions furent interrompues fréquemment et nous avons connu de grosses difficultés avec le remembrement des terres.

La collectivité groupa 73 familles (soit 100 qui comptaient le village (soit 580 habitants). Beaucoup de gens étaient partis pour le front et nous furent les femmes qui se mirent au travail avec ardeur pour les remplacer. Ainsi la production fut maintenue. Nous manquions d'engrais, de soufre pour la vigne, de machines. Nos récoltes principales : fruits, les olives, les amandes, la vigne, nous tirions le vin et les autres produits.

Tandis que les partis politiques poursuivaient leurs intrigues pour le pouvoir politique, les syndicalistes menaient à bien leur travail constructif. Ce travail commença au début du mois d'août 1936, sous la direction énergique d'Eugenio Vallejo, technicien anarcho-syndicaliste convaincu. Les observateurs étrangers furent étonnés des performances des ouvriers métallurgistes construisant eux-mêmes les machines destinées à la production d'armes et de munitions. En un temps record furent montés : 200 presses hydrauliques, allant jusqu'à 250 tonnes ; 215 tours ordinaires ; 178 tours automatiques ; des centaines de fraiseuses, des perceuses, etc. Un an après le début de la guerre civile, le nombre de projectiles produits (jusqu'à 155 millions) s'éleva à un million ; celui des bombes d'aviens à 50 000 ; celui des balles à plusieurs millions. Au cours du troisième trimestre de 1937, les usines collectivisées de Catalogne produisaient 15 millions de douilles, 3 millions de cartouches et une énorme quantité de matériel de guerre de toutes sortes.

Et ce fut lorsque tout fut bien organisé que le gouvernement de Negrin procéda à la saisie des usines, le 11 août 1938. Cette mesure fut prise sous le prétexte de placer toute l'industrie de guerre sous l'autorité du ministre de la Défense. Mais le vrai motif était — selon le « vote » des conseillers russes — de mettre cette puissante industrie sous le contrôle des communistes. Ils ne pas rompre le front antifasciste, les syndicalistes laissèrent faire ; ils espéraient d'ailleurs récupérer leurs usines après la guerre.

qui contrôlait et dirigeait le travail. Un conseil élu, dirigeait la collectivité. Aucun avantage financier ou autre n'était accordé aux responsables. Au début, la consommation fut libre, ce fut la « prise au tas ». Mais devant les abus commis par certains (en partie explicables par les privations subies depuis si longtemps) nous avons adopté un autre système.

Chaque famille avait un compte sur lequel étaient scrupuleusement portées toutes les denrées prises au magasin de la collectivité. Les comptes étaient faits tous les samedis. Le montant des marchandises était déduit du total des salaires. Ceux-ci étaient répartis ainsi : 1 peseta par jour par enfant de 3 à 6 ans ; de 7 à 9 ans : 2 pesetas ; de 9 à 12 ans : 2,50 pesetas ; au-dessus, 3,50 pesetas. Ces salaires permettaient de vivre très correctement. Ce système nous a donné entière satisfaction. Les malades ou ceux qui étaient trop âgés pour travailler recevaient le même revenu que les bien-portants.

Tous les soins, les remèdes, les frais d'hospitalisation étaient gratuits pour nos adhérents. Le 1^{er} janvier 1939, le village fut abandonné, par suite de l'avance des troupes franquistes. Notre expérience de collectivisation dura donc 28 mois. Elle fut faite pendant une terrible guerre civile qui coûta un million de morts. Mais nous pouvons affirmer qu'elle est concluante.

Les militants de la C.N.T. prirent à cœur le rôle d'organisateur. Si l'enthousiasme — énorme — s'atténua quelque peu par la suite, il n'en resta pas moins que cette organisation donna satisfaction à tous, jusqu'au bout. Seuls, les événements désastreux de la guerre furent cause de la disparition de notre œuvre.

Pendant ces vingt-huit mois, nous avons vraiment vécu.

Un peu d'histoire...

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE 1936 - 1939

19 juillet 1936 ! Avec quel enthousiasme avons-nous accueilli la nouvelle de la magnifique riposte populaire au coup d'État militaire-fasciste.

Pour nous, qui venions de vivre les heures exaltantes des occupations d'usines et les succès de l'action directe, concrétisés par les accords que l'on sait sur la reconnaissance du droit syndical, les délégués d'entreprise, les quarante heures, relèvement de salaires, congés payés, etc., l'attention du peuple espagnol en lutte pour sa liberté portait en elle les plus folles espérances et nous n'étions pas loin de penser que, pour nous, cet exemple serait contagieux, qu'il nous eût été possible.

Comment en eût-il été autrement quand la radio nous apprenait les premières victoires des combattants révolutionnaires, quand les actualités cinématographiques et les journaux nous montraient les miliciens armés, hommes et femmes, modernes sans-culottes porteurs de brassard rouge et noir, perchés sur les voitures réquisitionnées, en route pour le front et portant sur leur front, écrit en lettres énormes, le sigle CNT-F.A.I. ou transportés par les autos blindées hâtivement fabriquées par les usines aux mains des ouvriers qui les avaient immédiatement adaptées à l'industrie de guerre ?

Comment n'aurions-nous pas été optimistes quand nos premiers contacts avec la Catalogne nous donnaient le spectacle de syndicats ouvriers prouvant leur maturité par leur travail révolutionnaire constructif se traduisant par la collectivisation progressive de la plupart des entreprises fonctionnant sous la direction ouvrière ?

La non-intervention

Nous n'allions pas tarder à déchanter. Les événements se précipitaient. Peu à peu, ces images d'Épinal s'estompaient, faisant place à une autre réalité grosse d'inquiétude.

La première douche nous fut administrée par ceux-là mêmes dont nous attendions le plus. Il allait de soi, en effet, pour le mouvement ouvrier de ce pays, que le gouvernement de front populaire issu des élections de mai, celui qui avait légalisé les conquêtes ouvrières au début de juin, allait être le meilleur soutien de la jeune république soumise en péril.

Or, à la surprise générale, le socialiste Léon Blum, président du Conseil, faisait à la Chambre une déclaration solennelle de neutralité, refusant même de livrer au gouvernement espagnol une commande d'avions faite avant les événements, et bloquant l'argent déposé en France pour les payer.

Que s'était-il passé ?

Tout simplement qu'entre-temps, la réaction internationale n'était pas restée inactive devant un conflit dont l'issue risquait de lui enlever le marché espagnol. Elle avait choisi son camp : celui qui lui offrait le plus de garanties à cet égard.

L'impérialisme anglais, notamment, craignant pour son exploitation des richesses minières, ses chemins de fer, etc., se livrait à un chantage savamment dosé à l'égard de la France, brandissant l'épouvantail hitlérien et menaçant de rompre les accords passés, c'est-à-dire de ne plus garantir les frontières françaises en cas d'attaque allemande.

Il a été établi depuis que ce sont les affaires de la cité de Londres qui ont été non seulement à l'origine de la non-intervention, mais aussi du soulèvement des chefs militaires, le 19 juillet, afin de préserver leurs intérêts qu'ils soupçonnaient menacés par la victoire de la gauche républicaine aux élections de février.

Et c'est ainsi que le gouvernement Blum fut amené à capituler honteusement et à endosser la paternité du pacte de non-intervention destiné soi-disant à paralyser l'aide des pays fascistes aux rebelles, alors que ceux-ci, tout en apposant leur signature, continuaient, avec la complicité tacite de leurs partenaires, à approvisionner l'armée de Franco en hommes, avions, tanks et artillerie d'origine allemande.

Devant cette sinistre comédie, qui laissait les antifascistes espagnols démunis en face d'une armée de métier abondamment pourvue, les organisations révolutionnaires n'avaient plus à compter que sur elles-mêmes pour les secourir.

Sans plus attendre, l'Union Anarchiste alertait ses militants dont beaucoup, depuis le début des hostilités, avaient spontanément, tant à Paris qu'en province, commencé l'effort de solidarité. En quelques jours était installé dans la capitale un centre de ravitaillement qui, sous l'impulsion de notre ami Lequin, allait prendre un vigoureux essor.

Notre siège fut vite connu des groupements et militants ouvriers et bientôt plu-

sieurs camions de quatre et cinq tonnes circulaient chaque semaine entre Paris et Barcelone, transportant vivres, vêtements, médicaments, le tout camouflant les armes et munitions que nous avions pu nous procurer et qui franchissaient plus tard en moyennant certaines complications.

D'autre part, les délégués que nous adressaient nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. trouvaient à notre siège une aide appréciable pour orienter leurs achats d'armements et autres.

Nous étions cependant bien placés pour nous rendre compte que tous ces efforts conjugués étaient loin de répondre aux immenses besoins des combattants révolutionnaires. Aussi, pendant les trente mois que dura la guerre d'Espagne, notre Comité pour la lutte contre les fascistes plus tard en section française de la Solidarité Internationale Antifasciste, mena parallèlement de vigoureuses campagnes contre la non-intervention et pour appeler la classe ouvrière à soutenir la résistance du peuple libéré contre les fascistes coalisés. Les immenses affiches qui couvraient les murs de Paris, les meetings enthousiastes au Vél d'Hiv', à Japy et dans les plus grandes salles parisiennes, sont encore dans la mémoire des militants de cette époque.

Des les premiers jours de la Révolution, dans les régions influencées par la C.N.T.-F.A.I., la classe ouvrière, industrielle et paysanne, s'était installée aux leviers de commande de l'économie. On trouvera, traitée dans les colonnes voisines, la question des collectivisations.

La contre-révolution

Il va de soi que ce monde nouveau qui s'élabrait et qui faisait table rase des anciennes institutions, ne pouvait satisfaire tout le monde.

Les politiciens du gouvernement de la République issu des élections de février 1936, ceux-là mêmes qui portaient la responsabilité de la rébellion — ayant refusé jusqu'au dernier moment, par crainte d'être débordés, et malgré les mises en garde des organisations ouvrières, l'armement du peuple qui eût découragé le clan des factieux — et qui avaient perdu la confiance populaire, voyaient leur pouvoir pratiquement anéanti et intriguèrent sourdement, soutenus par tous les vaincus du nouveau régime, pour se remettre en selle à la première occasion et donner des gages aux réactionnaires de tout poil et de tous pays qui suivait avec angoisse les péripéties de la lutte où s'affrontaient la liberté et l'oppression.

Dans cette perspective, ils allaient trouver un allié de poids : les hommes de la contre-révolution russe — qui atteignait alors son paroxysme avec les fameuses purges des procès de Moscou — ne pouvant laisser se poursuivre, à l'autre bout de l'Europe, l'expérience de gestion libertaire dont la réussite eût été la consécration de leur propre faillite.

En outre, Staline, pris entre la menace du Japon, à l'Est, et la menace allemande, à l'Ouest, était anxieux d'améliorer ses relations avec la France et l'Angleterre.

Aussi, au lieu de répondre à l'attente générale en se portant au secours de l'Espagne républicaine de la même façon que les Italo-Allemands pourvoyaient l'adversaire, s'était-il rallié à la sinistre comédie de la non-intervention, malgré les appels désespérés des Espagnols et à la grande déception des partis communistes nationaux qui, sur les instructions du Komintern — l'Internationale Communiste — organisaient l'agitation en faveur de Madrid et recrutaient des volontaires pour les brigades internationales.

Ce n'est que plusieurs mois après, devant le danger grandissant d'une Espagne — qui, on le sait, commande l'entrée de la Méditerranée — risquant de passer sous la coupe de Rome et de Berlin, et aussi la crainte de perdre leur ascendant sur les masses prolétaires indignées de leur carence persistante, que les maîtres du Kremlin changèrent d'attitude et décidèrent de fournir l'aide nécessaire pour vaincre Franco et ses alliés. Cela non sans avoir en garantie de paiement, pris la précaution de faire rentrer en Russie un demi-milliard de dollars sur les 700 millions de la réserve d'or de la Banque d'Espagne.

C'est alors, grâce aux avions russes et au matériel d'artillerie qui les accompagnait, que fut stoppée « en extrême » la grande offensive sur Madrid des forces ennemies jusque-là maîtresses de l'air.

Les révolutionnaires espagnols, terriblement infériorisés, avaient accueilli avec une joie compréhensible cette aide si opportune qui devint, hélas ! par la suite, les découvrir si cruellement.

SUITE PAGE 8

Cette page a été présentée par le groupe du Monde Libertaire. Elle a été composée avec la collaboration de camarades espagnols et avec les textes de A. Soucy (Nacht über Spanien), de Collectivisations (Édit. CNFAL, 1937) et des Cahiers de Terre libre (mars 1937, n° 7).

FRANCO : HONTE DE L'ESPAGNE ! HONTE DU MONDE !

Vouer Franco à la honte des siècles et à la malédiction des hommes, ce n'est pas seulement rendre hommage aux martyrs que son accession au pouvoir a comptés, dans sa marche sanglante, c'est dénoncer dans le présent un régime qui ne vit que dans le crime et par le crime, c'est porter le fer rouge dans ce chance que l'on nomme aujourd'hui le fascisme et qui s'est appelé à travers les âges : l'intolérance, l'arbitraire et la tyrannie.

Aujourd'hui, Franco continue, il ne peut que continuer. Cesser, pour lui, d'être un criminel et un bandit de coup d'Etat, ce serait cesser d'être lui-même.

S'étonner d'une pareille évidence est une puerilité, la nier est un crime !

Aujourd'hui, trois nouvelles victimes viennent de tomber sous ses coups : **Alain Pecunia, Bernard Ferri et Guy Battoux**, jeunes étudiants pleins de promesses, qui eussent peut-être été le poète, le scientifique ou le musicien de leur temps et dont le crime est d'avoir cru à la Liberté et à l'antifascisme dans le même temps où le sinistre farceur qui préside aux destinées de la France pactise avec l'allié de Hitler !

Trois jeunes crouissent dans les prisons de l'infâme Caudillo.

Et nous savons ce que sont ces prisons : un homme vient d'y être « suicidé » à

Jerez de la Frontera : le poète **Manuel Moreno Barranco**, coupable d'avoir entre-tenu des fréquentations avec des anarchistes et des antifranquistes, coupable d'avoir écrit des vers contre le régime, coupable d'être resté un Homme, dans un pays d'où l'Homme a disparu.

Son cas, hélas ! n'est pas isolé. Le poète **Cristobal Vega Alvarez**, depuis 23 ans, est un mort vivant dans les geôles de Franco, et il lui reste six ans d'emprisonnement à accomplir pour payer sa « dette » au régime de l'ignorance, de l'obscurantisme, du fanatisme et de l'inquisition !

Dans un même élan de révolte, associations l'arrestation de ces trois jeunes Français, incarcérés pour leur protestation contre le crime permanent qui sévit outre Pyrénées et le poète espagnol assassiné et celui qui agonise sous la ferule du monstre Franco !

Debout, hommes libres, s'il en reste encore ! debout, défenseurs de la Liberté si son nom porte encore un sens et réveille encore en vous un écho ! Debout, hommes de tous pays !

On assassine en Espagne et Hitler y est toujours vivant.

Maurice LAISANT.

Un peu d'histoire... (suite de la page 7)

Pour l'heure, le prestige des Russes s'accrut considérablement. Les rangs du parti communiste espagnol, quasi inexistant avant les hostilités, se grossirent rapidement tandis que grandissait son influence sur les hommes au pouvoir.

Dans le même temps, les partis communistes nationaux intensifièrent leur recrutement pour les brigades, la Russie expédiait clandestinement un corps expéditionnaire sous la direction d'hommes sûrs et de commissaires politiques de la Tcheka, chargés de s'assurer la direction de l'intervention en Espagne et de soumettre le gouvernement aux visées de Moscou.

Les Russes, après avoir obtenu une participation légitime dans la direction des opérations militaires, imposèrent leurs hommes à des postes essentiels dans l'armée et la police, puis au gouvernement et leur premier soin fut de proclamer leur intention de protéger les démocraties menacées par le fascisme, mais non de favoriser la révolution socialiste. Ils exigeaient que l'on n'aïlle pas plus loin, en Espagne, que le rétablissement d'une république démocratique.

Les positions se trouvaient ainsi nettement établies : d'un côté, les partisans de l'ordre bourgeois, socialistes de droite, staliniens ; de l'autre, les révolutionnaires bien résolus à défendre leurs récentes conquêtes et à poursuivre l'instauration d'une société sans exploités ni exploités.

Nos camarades de la C.N.T.-F.A.I., dont la force et l'influence sur l'énorme majorité du peuple restaient intactes et quelques groupes oppositionnels de l'U.G.T. et du Parti Ouvrier d'Unité Socialiste (P.O.U.M.), se trouvaient donc placés devant ce dilemme : collaborer et s'incliner en consentant les concessions inévitables que cela comportait ou chasser résolument les usurpateurs et se retrouver seuls, sans armes, face à toutes les forces conservatrices et fascistes coalisées. Comment tenir dans ces conditions ?

On a beaucoup épilogué sur les « fautes » commises à ce moment par nos camarades et sur leur passivité à l'égard des fossoyeurs de la révolution. Leur erreur fut sans doute, par méconnaissance des méthodes de l'appareil stalinien d'avoir méprisé leur hostilité implacable, d'avoir cru que leur propre supériorité numérique leur permettait des concessions provisoires afin de ne pas diviser les forces antifascistes et affaiblir ainsi le front militaire qui eût facilité la victoire de Franco.

Ils avaient compté sans la duplicité d'adversaires politiques ne reculant devant aucun moyen pour écarter ou supprimer quiconque se met en travers de leurs machinations.

La place nous manque pour relater par le détail les odieux procédés employés par les serviteurs de Staline pour parvenir à leurs fins : cambriolages d'intimes et de calomnies pour discréditer l'action des militants et des organisations échappant à leur obédience ; toute critique de leurs agissements, tout commentaire défavorable sur la situation en Russie, toutes relations avec des éléments non orthodoxes étaient dénoncés comme une trahison.

Sous leur pression, la presse d'opposition fut bientôt soumise à la censure, voire supprimée. Des milliers d'arrestations furent

opérées, y compris celles de nombreux volontaires étrangers venus combattre Franco. Tout comme en Russie, la Tcheka employait ses moyens habituels pour extorquer des aveux par la torture et procéder à des exécutions sommaires.

Les tragiques événements de mai 1937, à Barcelone, qui préludèrent à la lutte ouverte entre les forces révolutionnaires et la coalition stalin-bourgeoise, furent le fait des hommes de main de la Tcheka pour exiger de Largo Caballero, ancien secrétaire de l'U.G.T., devenu président du Conseil, la dissolution de toutes les organisations et mouvements antistaliniens.

Celui-ci ayant refusé d'accéder à cette demande dut démissionner, ce qui permit à la Tcheka d'installer à sa place un homme entièrement à sa dévotion, le Dr Negrin.

Ce fut alors la mise en application, dans toute sa rigueur, du plan annoncé par la « Pravda » dès le 17 décembre 1936 : « Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes est commencée ; cette œuvre se poursuivra avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U.R.S.S. »

Les conséquences : intensification de la répression, liquidation physique de nombre de valeureux militants parmi lesquels notre camarade Camillo Berneri, l'éminent philosophe anarchiste italien ; Andrés Nin, secrétaire du P.O.U.M., et combien d'autres... Boycott systématique en armement des fronts tenus par la C.N.T.-F.A.I., dissolution du Conseil d'Aragon préfigurant la destruction des collectivités agricoles, etc. ; toutes choses qui devaient précipiter la défaite et livrer l'Espagne républicaine à Franco.

En effet, toutes ces dissensions internes rendaient la situation militaire chaque jour plus difficile à la grande satisfaction des puissances fascistes qui maintenaient intervenaient ouvertement.

Sur ces entrefaites, le Japon, qui commençait à envahir la Chine, créait d'autres préoccupations pour Staline qui, sentant la partie perdue, diminuait graduellement son aide, abandonnant le guépérispagnol.

La chute de Barcelone devait marquer le point final de cette lutte mémorable au cours de laquelle succombèrent plus d'un million d'hommes, femmes et enfants.

**

Depuis, nos camarades espagnols en exil un peu partout dans le monde, et particulièrement en France, ont tiré la dure leçon de ces événements sans même trouver, dans leur amertume, un mot de reproche pour notre coupable indifférence.

Mais il est encore temps de « réparer » en nous montrant plus solidaires, en associant plus étroitement nos efforts aux leurs pour que soit enfin abattu le régime abhorré qui tient sous son joug, dans la servitude et la misère, un peuple indompté qui, à plusieurs reprises, a manifesté sa volonté d'en finir avec la chicourne qui l'opprime.

Nous devons, nous pouvons, l'y aider autrement que par de platoniques manifestations de sympathie. Le voudrons-nous ?

Nicolas FAUCIER.

Les uns et les autres

Il existe un journal appelé « Le Vingtième Siècle Fédéraliste ».

C'est un article de M. Thierry Maulnier qui me l'a fait connaître. Vous n'avez sans doute rien lu de ce monsieur, mais pour que vous puissiez le situer dans notre époque (puisqu'il est question du 20^e siècle), sachez qu'il écrit des livres. Des livres qui se vendent, sans doute, comme se vendaient jadis Dely ou Henri Bordeaux, puisqu'un journal lui ouvre ses colonnes.

Ce monsieur a donc écrit un article qui nous concerne directement, puisqu'il s'agit de nos trois camarades sur le point d'être jugés en Espagne.

Maulnier ose une comparaison très avancée : il compare nos camarades résistants à d'autres résistants, si l'on veut, ceux de l'OAS. En fait, sa comparaison n'a rien de tellement osée, puisque sur le plan de la logique pure il a raison. Si l'on s'en tient aux dénominations, OAS ou FA, ce sont des lanceurs de bombes et, celles que soient leurs idées, ils sont à mettre sur le même plan, c'est-à-dire à condamner tous ou à absoudre tous. Peut-être même les Anars sont-ils plus coupables, puisque c'est d'eux que vient l'idée de la propagande explosive. Voir Ravachol et compagnie. (C'est moi qui souligne.)

Quels sont ces gens que l'on met dans le même panier ?

A tout seigneur tout honneur, les fascistes d'abord :

Citons au hasard :
6 mars 1962 : 117 explosions à Alger entre 4 h. 30 et 6 h. 30.

Avril 1962 : Des Européens se livrent au lynchage dans Alger. Un Musulman, les jambes écrasées sous une voiture renversée, est arrosé d'essence puis enflammé, tandis que la foule danse autour en chantant la « Marseillaise »...

19 juillet 1961 : Bizerte.
« Mutilations délibérées et exécutions sommaires ». (Texte du rapport soumis à la Commission Internationale des Juristes).

Septembre 1961 : deux Algériens, dont un enfant de 15 ans jetés à la Seine. L'enfant, le seul sachant nager, s'en tire et parle. Des centaines d'Algériens exécutés par la police. Dans le même temps, Le Pen, alors député du V^e arrondissement, se déclare publiquement pour l'usage de la torture. On sait qu'il est à l'origine de l'emploi de « la magnéto » à Alger, aux sièges policiers de la villa « Les Roses » et de la villa « Susini ». Dès le début de la fondation du Front pour l'Algérie Française, avant sa dissolution, les futurs OAS parisiens défilent en voiture avenue des Champs-Élysées en scandant entre autres « Mort aux Juifs ». On se souvient de Maurice Audin, Henri Alleg, Djamil Boubacha, et de combien d'autres ? On se souvient aussi de Thiers, Hitler, Mussolini, Franco...

Avec ces gens-là, qui met-on dans le même sac ?

— Alain PECUNIA, 17 ans. Etn.

diant. Accusé d'avoir placé un engin explosif dans le paquebot touristique « Ciudad de Ibiza » à Barcelone. Charge inoffensive. (Qu'on se souvienne du plastique dans une consigne de gare à Paris : un mort, plus de vingt blessés).

— Guy Battoux, 23 ans, bachelier. Accusé de TENTATIVE d'attentat contre l'ambassade des U.S.A. à Madrid.

— Bernard Ferri, 20 ans. Accusé d'avoir placé un engin explosif dans les bureaux de la compagnie aérienne « Iberia » à Valence.

Monsieur Bastien Thierry Maulnier nous dira sans doute que ces bombes et celles qui suivront risquent de tuer aussi bien que les plastiques OAS. Si une bombe fait sauter Franco et sa clique, peut-être serons-nous les premiers à applaudir.

Cependant, au-delà des plastiques et des bombes, derrière les attentats politiques, il y a les tortures, les incendies, les pillages, les massacres, les exécutions sommaires, les ratonnades, qui sont le fait des seuls terroristes fascistes, qu'ils soient au gouvernement ou dans la « résistance ». On dira peut-être « qui peut lancer une bombe peut être un tortionnaire ». Nous répondrons : jamais quelqu'un de chez nous ne s'estimera le droit de torturer ou d'exécuter un homme parce qu'il n'est pas de même pays que nous, ou parce que la couleur de sa peau n'est pas blanche. Jamais, au nom de la patrie, quelqu'un de chez nous ne criera « mort aux Juifs » ou « les rats à la Seine ». Questions de détails, direz-vous ? Ce sont ces détails-là qui font les guerres, justement. Le racisme et le nationalisme sont les deux idées qui, de la Saint-Barthélemy à Buckenwald, en passant par l'inquisition et la semaine sanglante, ont mené à la guerre d'Algérie, après celle d'Indochine. Savez-vous que le jour de la première manifestation algérienne à Alger, le 9 décembre 1960, les Européens parcouraient la rue de Lyon, lançant des petites bouteilles d'acide chlorhydrique sur les soldats au contingent chargés de maintenir l'ordre ? Savez-vous que certains parachutistes, le même soir, pour se distraire, faisaient la chasse aux petits cirqueurs de souliers arabes, les descendant à la mitrailleuse ? Savez-vous que plusieurs paras portaient sur eux, au début de la guerre d'Algérie, des petits sachets de poudre rouge destinés à être versés dans une blessure, pour « interroger les prisonniers sur place » ? Croyez-moi, Monsieur l'écrivain, on ne sait pas tout ce qui s'est passé quand on a fini de lire « L'Aurore ». Il y a les bourreaux, et il y a ceux qui pensent que tuer ces bourreaux n'est pas un crime. Nous sommes de ceux-là.

Nous luttons pour de vulgaires questions d'argent et de salaire, dilettos, tandis que ces messieurs de « l'Algérie Française » se battent pour l'Honneur ? Comme disait Surcouf : « Chacun se bat pour acquérir ce qui lui manque ».

Jean ROLLIN.

Beynac - Vezac, août 1963

C'est dans les environs de ce pittoresque village de la Dordogne, que les jeunes libertaires organisent cette année leur rencontre internationale. Causeries, conférences, projections, excursions, séances d'études et de travail pour les militants, l'emploi du temps sera certainement varié.

Les camarades qui sont chargés de ce travail, tiendront compte des expériences reçues les années passées, afin de limiter au maximum les inconvénients matériels ou techniques, qui nous ont plus ou moins gênés, et pour que le séjour soit le plus agréable possible.

De toute façon, nous savons tous que ce qui fait le succès de nos rencontres annuelles, c'est l'état d'esprit, le comportement des participants, beaucoup plus que les commodités matérielles, bien qu'elles ne soient pas à négliger. Il n'est évidemment pas question d'écarter un règlement sévère pour policer notre séjour à Beynac !

Si la vie en groupe entraîne obligatoirement une imitation naturelle de la liberté individuelle, nous savons être, les uns et les autres, suffisam-

ment anarchistes pour que ces frictions toujours possibles soient imperceptibles.

Inutile d'insister sur les possibilités touristiques de cette région qui est très belle : les amateurs de balades ne seront pas déçus.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que le temps soit favorable et que les jeunes copains soient nombreux.

J. SALAMERO.

Quelques précisions :

a) Le lieu exact est : PROT-DE-POU, à 2 kilomètres environ de la gare de Vezac-Beynac ;

b) Le parcours sera fléché depuis la gare, et sur les routes menant au terrain ;

c) Si vous arrivez par le train, et si vous prévenez assez tôt, des amis pourront venir vous chercher en voiture à la gare ;

d) Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez écrire à J. Salamero, 71, quai des Chartrons, à Bordeaux.

DÉCHRISTIANISATION DE LA C.F.T.C.

EN MARGE DU CONGRES DE LA C.F.T.C.
UN MORT QU'IL FAUT QUE L'ON TUE :
LA CHARTRE D'AMIENS

La C.F.T.C. construit une grande centrale démocratique et moderne, proclame la banderolle qui domine la tribune de la salle d'Issy-les-Moulineaux.

En réalité, la C.F.T.C., a surtout construit un appareil qui domine le Congrès et que les syndiqués éberlués suivent en renouant. Il est curieux d'examiner les réticences de la base à travers les mouvements divers d'une assemblée où les militants se sentent coincés entre une direction qui se veut « dure » et une masse petite bourgeoise dont le fameux « dynamisme » est loin de correspondre aux jolis mouvements de menton de la direction. Et il faut bien le dire, on trouve confirmation de ce que l'avance dans la prédilection du patronat pour ces syndiqués de « choc ».

Il est difficile de définir clairement ce que furent ces assises et nos confrères n'y sont des parvenus mieux que nous. Pour « Tribune Socialiste », par exemple, le gaullisme fut « contesté ». Pour « Notre République », les congressistes n'étaient pas unanimes à condamner le régime gaulliste : Ah ! on retrouve bien l'enseignement fructueux des bons pères toujours attentifs à ne pas placer tous leurs œufs dans le même panier et c'est certainement cette politique de « souplesse » qui a séduit une certaine presse professionnelle et la « France Catholique » et qui s'extasia devant la maturité de l'organisation chère à leur cœur.

Maturité dont le mouvement syndical chrétien n'avait guère fait étalage lorsqu'il préconisait il y a quatre ans une planification sans discernement qui a abouti à l'impasse où se trouve acculé le monde du travail devant le 1^{er} Plan. Certes, aujourd'hui, on fait machine arrière square Montholon, et on accole à la planification la formule

« démocratique », c'est-à-dire, du vent ! Maturité dont on peut douter lorsque cette même centrale préconise la reconnaissance officielle de la section syndicale d'entreprise ce qui réduirait celle-ci à un simple organisme de contestations des salaires dans le cadre de l'entreprise, sanctionnant l'intégration du mouvement syndical dans le système capitaliste actuel et assoierait définitivement sous la double autorité du mouvement syndical et de la morale chrétienne l'exploitation de l'homme par l'homme, l'inégalité des salaires et la pérennité des classes. Lorsqu'on connaît les tentations politiques qui ont afflué l'équipe de tête qui mit une certaine réticence à rejeter les délices du pouvoir présentées sous la forme d'un fauteuil de velours au Sénat, on peut se demander si justement la reconnaissance de la section d'entreprise, intégration du prolétariat dans la cellule économique de base de la société capitaliste, ne prépare pas, à la suite d'un de ces revirements que le Seigneur indulgent à ses ouailles absout avec élémence, l'intégration politique au sommet sous la houlette de la démocratie chrétienne supposée succéder à un de Gaulle que personne ne croit immortel, ni dans sa personne ni dans son œuvre.

Ce qui fut incontestablement le morceau de bravoure du Congrès, « la déconfectionnalisation » est restée sans solution pratique, tout au moins pour l'instant et en vérité on ne voit guère de compromis possible entre le bureau fédéral qui rêve d'étendre son hégémonie sur les organisations ouvrières qui ont échappé à l'emprise communiste et qui sont bien que le plein fait, il faut faire sauter la barrière confessionnelle et la vieille garde attardée dans les sacristies syndicales. Le conflit tourne autour des possibilités de l'unité dont les bons apôtres comptent bien tirer le meilleur pro-

fit. Par des moyens différents, certes, mais pour des raisons identiques à celles de la C.G.T., les chrétiens déploient tous leurs charmes envers leurs voisins. Faut-il leur rappeler ce que je leur disais lors de la conférence organisée par « la Révolution Proletarienne » : « Il faut beaucoup de candeur pour vous laver du péché originel » et il en faut peut-être plus encore pour oublier que l'église a mis dans leur berceau cette duplicité qui est le stigme des églises et qui a assuré leur survie à travers les siècles.

Mais l'événement le plus considérable de ce Congrès semble être à peu près passé inaperçu des journalistes surtout concentrés sur l'élément passionnel. Dès l'ouverture du Congrès, Georges Levard devait mettre l'accent sur les préoccupations des cadres de la confédération. « Il faut si nous voulons construire une grande centrale syndicale moderne écarter l'anarcho-syndicalisme », s'écriait-il. Propos révélateur qui fait écho à ceux tenus par Cettave, membre de la Commission exécutive de Force Ouvrière, ou par Lebrun au Congrès de la C.G.T. Propos également propagés par « France-Observateur » et par « l'Express », hebdomadaire « jeune » et support technocratie chrétienne. En réalité, ce que le président de la C.F.T.C. visait, c'est surtout la Charte d'Amiens, obstacle majeur à l'intégration du Monde du travail dans une démocratie chrétienne vagement socialisante ou plutôt socialisante par palier, ce qui laisserait en place les classes. Car au fond c'est ça pour les uns comme pour les autres qui est important et si cela apparaît plus nettement à travers la politique que mène la majorité de la C.F.T.C., c'est simplement parce qu'elle a les mains plus libres que l'équipe de Poigny-la-Forêt ou l'équipe Lebrun. La Charte d'Amiens, c'est

l'obstacle à la politisation du syndicalisme, c'est l'obstacle à l'intégration du mouvement ouvrier dans la société capitaliste, c'est l'obstacle au développement des privilégiés de la classe bureau-technocratique qui s'apprête à se substituer au capitalisme dans le rôle dirigeant de l'économie ; la Charte d'Amiens, au Congrès de la C.G.T. on a évité d'en parler, au Congrès de la C.F.T.C., on l'a balayée d'un geste à travers la charge contre l'anarcho-syndicalisme, au Congrès Force Ouvrière du mois d'octobre prochain, Coitave et ses amis se préparent à lui faire un sort (mais gageons que là l'affaire sera moins facile !) et cela nous dicte très clairement ce que doit être notre position lorsque tous ces gens-là, avec des trémolos dans la voix nous parlent d'unité. Répondez par la Charte d'Amiens et vous les verrez fuir vers des lieux plus propices à leur ambition.

En vérité, ce qui se dégage de ce Congrès de la C.F.T.C., c'est l'unité qui se constitue autour d'elle, de tous ceux qui veulent entretenir le mouvement syndical et le remplacer par un rouage de l'Etat, l'unité des « novateurs », l'unité des « jeunes » qui rejettent toutes les « vieilles » formules comme l'égalité économique, la suppression des classes pour des formules neuves qui ne datent que de cinq mille ans, qui ont été mitonnées par les morales chrétiennes et marxistes et qui sous des formes appropriées à l'évolution économique moderne continueront à inspirer des sociétés à étages gouvernés par les hommes qui « savent » !

Mais les technocrates de la C.G.T.C., de la C.G.T., de F.O. ne savent pas tout et ce qu'ils ignorent ou paraissent ignorer, nous le leur dirons en octobre au Palais de la Mutualité au Congrès de F.O.

MONTLUC.

Grève chez les instituteurs

Le Syndicat National des Instituteurs avait lancé pour le 25 juin 1963 un ordre de grève. A l'heure où cet article a été écrit, il était encore trop tôt pour se faire une idée d'ensemble du succès ou de l'échec de ce mouvement. Toujours est-il qu'un certain mécontentement s'est fait jour dans les milieux enseignants. Mécontentement qui s'explique à la fois par le choix très peu judicieux de la date et surtout par la motivation officielle de la grève.

Tout d'abord la date. Le C.E.P. est passé, et les résultats connus, ainsi que la majorité des concours et examens ; dans la plupart des écoles la « distribution des prix » a été faite. Autant dire si les écoles primaires tournent à vide. La participation scolaire est insignifiante, parents et élèves méritant la dernière main aux préparatifs de départ. Ainsi donc, et contrairement à ce que cela devrait être, cette grève se déroule dans l'indifférence la plus totale. C'est bien la première fois que l'on fait un arrêt de travail sans que travail il y ait eu ni avant ni après. Dans ces conditions on comprend la réaction de nombreux institu-

teurs : « pourquoi perdre 30 ou 40 F alors que cela ne fera pas avancer d'un pouce la résolution des problèmes de l'enseignement ».

Quant à l'objet même de cette journée, il n'apparaît pas d'une primordialité évidente vis à vis des autres problèmes de l'Education nationale.

Que les chargés d'écoles soient considérés comme des parents pauvres, et payés comme tels, cela nous l'élevons toujours contre. Mais qu'il ne soit pas fait allusion aux problèmes fondamentaux, tels que par exemple les nombreuses attaques contre l'école laïque, les attaques contre les vacances des instituteurs, cela est inadmissible.

Sur ce dernier point par exemple, le grignotage successif des vacances ne prépare-t-il pas la mobilisation des instituteurs pour les colonies de vacances, et la suppression de nos 11 semaines de congés payés ? Il ne faut pas oublier que seules ces 11 semaines peuvent compenser pour les jeunes la faiblesse des salaires. Pourquoi les

syndicats n'ont-ils pas une bonne fois pour toute et par une action appropriée mis leur veto à de telles attaques ?

Que fait aussi le SNI contre le scandale de l'éventail des salaires, et l'irrationalité des moyens d'avancement dans lesquels l'instituteur ne se sent plus qu'un matricule aux bons soins d'inspecteurs eux-mêmes soumis à des gymnastiques financières quand à l'attribution des points d'avancement parcimonieusement distribués par le Ministère ? Que propose le syndicat pour faire face à la sclérosité jusqu'à 16 ans ? En serons-nous encore et comme dans de nombreuses écoles encore obligés de faire vendre à l'extérieur le produit de notre travail de classe, pour alimenter la bibliothèque scolaire ?

N'avez-vous pas l'impression que l'on fait jouer la politique de l'autruche. Il ne faut pas rechercher ailleurs le désintéressement progressif des enseignants pour les questions syndicales, à force de disperser les efforts on finit par neutraliser les énergies.

JULIEN.

LE PERSONNEL COMMUNAL D'ANTONY PROTESTE

— après avoir pris connaissance des positions respectives des directions syndicales,

— proteste vigoureusement contre les décisions de reprise du travail sans avoir obtenu la moindre garantie concernant la satisfaction de ses revendications,

— constate, une fois de plus, que les états-majors syndicaux méprisent l'opinion de la base sur l'opportunité et l'étendue des mouvements,

— exige l'application de la démocratie syndicale à tous les échelons.

LA CONFEDERATION AUTONOME DU TRAVAIL COMMUNIQUE

Le bureau de la C.A.T. a procédé, au cours de sa réunion du 21 mai 1963, à l'examen de la situation sociale.

Il constate qu'au cours de récents conflits sociaux, en particulier dans les mines, l'union des travailleurs a permis de faire reculer le pouvoir, d'améliorer les salaires et de poser les problèmes de la planification.

Il souhaite que la volonté d'union réalisée par les travailleurs contraigne les appareils confédéraux à préparer la réunification, que l'évolution de la conjoncture nationale et internationale rend de plus en plus nécessaire.

Les conditions de la réunification déjà définies par le PUMSUD sont cependant loin d'être réalisées. Le syndicalisme demeure encore dans une trop large mesure dépendant de partis politiques, comme vient de le démontrer le récent congrès de la C.G.T. à l'occasion, en particulier, des discussions sur la planification et le Marché commun.

La C.A.T., fidèle à l'orientation définie par ses congrès, mettra tout en œuvre pour que se réalise l'union des travailleurs, seul moyen d'accroître la force des syndicats et d'assurer leur indépendance à l'égard des partis et du pouvoir.

VENCIA.

Deshonoré par la Légion d'Honneur

Edouard Michaut, économiste, venait de recevoir la suprême distinction, au titre de résistant et de déporté.

Ce que l'ordre célèbre (gloire de la République et héritage d'un empereur) n'avait pas prévu, c'est la réponse du nouveau promu :

« Je vous assure que je n'ai jamais tiré à la mitrailleuse sur des femmes et des enfants, que je n'ai jamais torturé de patriotes ni gardé de camp de concentration. Alors, pourquoi voulez-vous que j'accepte la Légion d'Honneur ? »

Piqué au vif par ce rappel à la réalité, le Grand Chancelier porta plainte en diffamation contre M. Edouard Michaut et M. Henri Smadja, directeur du journal « Combat » qui lui avait ouvert ses colonnes.

SALAIRE DE COMPLÉMENT ET COMITÉ D'ENTREPRISE

Ce qui est le caractère du syndicalisme même lorsqu'il s'affublé de l'adjectif qualificatif révolutionnaire ou anarchiste, c'est d'être réaliste. Or, les Comités d'entreprise existent.

La somme allouée à un Comité d'entreprise n'est pas un sur salaire, mais un salaire différencié qui rentre dans la comptabilité de l'entreprise comme une dépense salariale. Il est certain que le patronat comme l'Etat calcule les augmentations de salaire en te-

nant compte de ces charges sociales. Sans approuver ou justifier cet état de fait, on constate que lorsqu'il n'existe pas de Comité d'entreprise, le patron continue tout de même à payer des salaires supposés alourdis par les charges sociales.

Je disais plus haut qu'un mouvement syndical se devait d'être réaliste et c'est parce qu'il est réaliste qu'il demande la suppression du salaire, des classes, qu'il exige l'égalité économique. Mais c'est également parce qu'il est réaliste qu'il évalue le rapport des forces et en attendant il essaie de tirer parti de ces réformes

bâtardes qui ont été introduites par d'autres dans le circuit économique et auquel on doit faire rendre le maximum.

La querelle du Comité d'entreprise est une fausse querelle. Le syndicalisme révolutionnaire doit saisir le Comité d'entreprise comme un presse un citron, de façon à en extraire tout le jus avant de le rejeter comme on rejette tous les organismes de transition construits par le réformisme entre le capitalisme et la révolution égalitaire.

FRONT POPULAIRE

par MAURICE JOYEUX

Révolution manquée

Le nouveau livre que Daniel Guérin vient de publier chez Julliard est bien autre chose qu'une histoire du Front Populaire. C'est une somme qu'il nous faudra consulter lorsque nous désirerons nous livrer à une analyse sérieuse des journées tumultueuses qui ont abouti à une transformation complète des rapports entre les organisations syndicales et les patrons et cet aspect trop ignoré a revêtu une importance pour le moins aussi grande que les conquêtes sociales qui ont résulté.

L'ouvrage de Guérin étudie sous trois aspects la période qui de 1930 conduira le pays à la deuxième guerre mondiale. C'est tout d'abord le récit vivant de l'odyssée du mince noyau de militants groupés autour de Marceau Pivert, véritable « inventeur du Front Populaire » qui, à l'intérieur de la S.F.I.O. et ensuite après l'exclusion du parti regroupé dans le P.S.O.P., tentera de maintenir le mouvement populaire dans la voie tracée par un socialisme révolutionnaire prenant ses sources chez Blanqui, Vaillant, Allemane. Ecrasé entre la machinerie inhumaine que le parti communiste vient de mettre en place depuis quelques années et la bureaucratie fœtée du parti socialiste « La Gauche révolutionnaire » sortira laminée de l'expérience non sans avoir vérifié, au cours d'une montée en flèche qui lui permettra de conquérir la Fédération de la Seine, la théorie de Blanqui sur les minorités agissantes.

Ensuite Guérin nous présente ce qu'il nomme le « Front Populaire n° 1 ». Celui des états-majors, des intellectuels bafouilleux, « titrés et décorés ». Et leur valse-hésitation entre leur sentimentalité larmoyante et leur frousse lui permet de

brosser quelques portraits dont celui de Léon Blum reste un modèle du genre. Débiles devant les banques, les salarés du Front Populaire ne retrouveront un peu de courage que pour jeter les flics sur les travailleurs, à Clichy, ou lors de la manifestation contre le Sénat. Tous pousseront un immense soupir de soulagement lorsque usés, les nerfs « à bout », ayant accompli leur travail réformiste, qui consiste à chloroformer les travailleurs, le capitalisme les poussera doucement sur la touche ne leur laissant de leurs fauteuils ministériels que juste ce qui était nécessaire pour servir de caution à la guerre en préparation. Ça et là, des silhouettes ! Celle déjà inquiétante de Mendès France, celle haute en couleur d'un Trotsky tonitruant et attaché à ses mythes comme une vieille coquette à ses plumes, etc.

Mais le troisième aspect que revêt ce livre est de loin le plus intéressant, le plus actuel et les deux autres, quel que soit leur intérêt, ne sont là que pour fournir la matière à la discussion théorique que l'auteur va engager tout au long de ces pages entre les partis politiques d'obédience marxiste et ce qu'il nomme pudiquement et seulement en passant, le socialisme-libertaire. Sur le problème colonial, sur le problème de la guerre, sur le problème électoral, sur le problème des grèves et des nationalisations, Guérin a les positions du socialisme révolutionnaire, voire du trotskysme. Pour lui, le qualificatif libertaire qu'il accole à son socialisme ne définit, ni une économie, ni un principe d'organisation bien différent de ceux de ses camarades marxistes qui ne sont pas inféodés à Moscou. Dans son histoire du Front Populaire, les libertaires n'apparaissent nulle part en tant que tels. Quelques mots, sur Lecoin avec lequel il s'affirme en désaccord. La

silhouette de Morin vieil anarcho-syndicaliste et c'est tout. Guérin ne se sent pas davantage en communion de pensée avec les militants de « La Révolution prolétarienne ». Lorsqu'il parle du Front révolutionnaire, il ne fait aucune mention à l'Union Anarchiste alors membre de ce rassemblement, il ne nous a pas aperçus, nous les gars de l'U.A. de ma génération, ni à Clichy, ni devant le Sénat. En vérité, Guérin « socialiste libertaire » à sa manière, n'a aucun lien de parenté réel avec le mouvement anarchiste de cet époque et on croit sentir à travers son propos, une espèce d'indifférence pour une secte négligeable. Et cette pensée dont peut-être, il ne se rend pas bien compte, c'est exactement celle qu'ont les grands partis à son égard, tant il est vrai qu'on est toujours le groupuscule de quelqu'un.

Ditai-je à Guérin que l'erreur qu'il commet, c'est de raisonner « à partir de... » et surtout que ce point de départ soit marxiste. Certes, il souligne les erreurs du dogmatisme marxiste, mais il semble penser qu'il suffit d'insuffler un peu de sérum libertaire pour ravivoter ce cadavre en putréfaction qui a pourri le mouvement ouvrier de l'après-guerre de 1914. Sur ce livre et sur la partie théorique qu'il contient je pourrais faire les mêmes réserves que je faisais à l'apparition de « Jeunesse du socialisme-libertaire ». Il faut dire à Guérin qu'un anarchiste, un libertaire, à quelque école qu'il appartienne est contre l'Etat sous toutes ses formes, pour l'égalité des revenus et des salaires, contre les patries fussent-elles d'anciennes terres coloniales, contre la dictature du prolétariat qui est le sacrifice de la génération existante, à des concepts problématiques, contre la fatalité de l'Histoire, même quand cette fatalité marxiste est corrigée par la théorie des

chemins différents pour aboutir fatalement au même but qui est cher aux existentialistes et qui somme toute met la liberté en liberté surveillée. Marceau Pivert et ses amis n'eurent de libertaire que la coquetterie de se servir du terme qui faisait cascadeur et les isolait du troupeau et aujourd'hui Daniel Guérin se trouve une nouvelle fois écartelé entre la sentimentalité libertaire et ce qu'il considère comme une évidence, le marxisme. Je ne pense pas et, pour ma part, je le regrette qu'il puisse trancher de cette contradiction qui depuis trente ans pèse sur ses épaules.

Mais on ne peut se contenter d'analyser seulement la pensée directrice de ce livre admirable par la forme comme par la chaleur qui s'en dégage. Le don d'évocation de l'écrivain est certain et, quand le souvenir et l'émotion se mêlent, cela nous vaut des morceaux comme ce deuxième chapitre qui explique l'occupation des usines et qui m'a replongé avec enthousiasme dans ma jeunesse, hélas ! bien lointaine. C'est en cela que le livre de Guérin est un livre de jeunes, que les jeunes doivent lire pour apprendre qu'il existe encore quelque chose de plus précieux que la victoire ; c'est le désir de se battre, d'être présents, de participer. Peut-être, lorsqu'il ferme les pages, le regret de voir la faible part qu'a occupé notre mouvement dans le grand drame épique de cet époque, laisse-t-il au lecteur un sentiment de regret choqué. C'est une raison de plus de lire « Front Populaire » qui nous apprend que lorsque les travailleurs démissionnent, refusent de faire l'Histoire, ce sont d'autres qui la font et tout au bout des erreurs et des reflux il y a des chaînes et au-delà des chaînes, la mort ignominieuse sur les champs de carnage.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

(Projet de plate-forme)

Voici une importante brochure publiée à Alger sans aucun nom et qui se veut une plate-forme de lutte contre le F.L.N. et le gouvernement Ben Bella. Tout laisse à supposer que ses inspirateurs sont les anciens ministres du G.P.R.A. évincés depuis moins d'un an. Comme il se doit dans cette sorte d'ouvrage, on y trouve deux parties bien distinctes. La première partie critique ne souffre guère de discussions. Exposé des crimes du régime colonial, situation des populations maintenues dans la servitude, critique des accords d'Evian, état du F.L.N., bien que pour ces deux derniers problèmes il soit difficile de suivre entièrement les rédacteurs qui semblent rejeter exclusivement sur l'équipe aujourd'hui au pouvoir la faille de l'expérience « socialiste » en cours.

La deuxième partie est de loin la plus intéressante en ce sens qu'elle essaie de dégager les éléments d'un socialisme démocratique dont les ambitions en ce qui concerne l'agriculture tout au moins, sont gestionnaires. Disons tout de suite que le marxisme sert de support à l'économie proposée. Les principes fondamentaux, qui doivent présider à l'édification de cette économie, contiennent le meilleur comme le pire. Pouvoir populaire réel ! réclame-t-on, ce qui n'engage pas à grand-chose car ce pouvoir est mal défini. Dialogue permanent entre la base et le sommet ! Incompatibilité du régime avec une fonction militaire permanente. Voilà qui est mieux ! bien que la fonction militaire « qui n'est pas permanente » (sic).

ne paraît pas valoir mieux que la permanente.

Il faut bien constater qu'il y a dans ce livre beaucoup de mots et rien contre l'Etat, rien pour la laïcisation de la société, rien sur la liberté d'opinion. Mais, par contre, on parle de façon inquiétante des nécessités de l'accumulation d'un capital d'investissement prélevé sur le produit du travail « qui ne doit pas servir à consommer, mais à se nourrir ». On parle de nationalisation plus que de socialisation. On parle d'étape, de priorité, etc. On parle de stimulation du travail collectif, ce qu'on peut traduire par travail à la tâche.

Cette brochure, comme on le voit, n'apporte rien de bien nouveau. On peut prédire au peuple algérien, si le Parti de la Révolution Socialiste arrive au pouvoir, le sort des démocraties populaires ou de Cuba, aggravé par l'insupportable carcan que fait peser l'Islam.

Mais pourquoi diable tous « ces révolutionnaires » s'obstinent-ils à mettre leurs pas dans des pas maculés de boue et de sang !

(En vente à la librairie Publico.)

CELUI QUI VOULAIT VOIR LA MER, par Bernard Clavel (Laffond Ed.).

Le nouveau livre de Bernard Clavel est remarquable à plus d'un titre. J'ai déjà parlé de la manière de cet écrivain. Construction solide, exposition claire, style simple, direct, travaillé sans donner l'impression de l'effort. Mais cet ouvrage nouveau vaut davantage encore par la technique du récit. Nous retrouvons, en 1949, le héros d'un précédent roman, « La

Maison des autres ». C'est un jeune garçon que les événements obligent à fuir devant l'avance allemande. Et alors commence, pour les parents, une attente angossée. A travers le récit qui nous peint une petite ville submergée par la déroute, puis le nouveau départ du gamin donné à l'auteur l'occasion de faire une analyse remarquable de la sensibilité maternelle. Pour ma part, je ne vois rien dans la littérature actuelle qui soit comparable à la maîtrise de l'écrivain qui a su dominer un sujet difficile maintes fois traité et qui prête tout souvent le flanc au mélo larmoyant.

Ça m'étonnerait fort que les jurys de fin d'année laissent passer ce livre que, pour ma part, je trouve considérable.

Collections populaires

(Livres de poche, Idées, Marabout, etc.)

L'AMOUR CONJUGAL, d'Alberto Moravia (L.P.). Analyse judicieuse de la vie conjugale qu'une bouffée de chaleur fait vaciller, de la monotonie de la vie du couple, des instincts sexuels exaspérés.

L'ESPOIR, d'André Malraux (L.P.). Il est à peine utile de parler de ce livre, sinon pour rappeler ce que disait à son sujet André Billy à sa parution : « Avec « L'ESPOIR », la littérature de gauche a gagné la guerre d'Espagne. »

LA VIE DES DAMES GALANTES, de Brantôme (L.P.). C'est le recueil le plus savoureux des galanteries du XVII^e siècle. Il ne faut pas demander à Brantôme d'être véridique. Toutefois, les multiples détails qu'il nous prodigue nous donnent un aperçu intéressant de la manière de vivre à cette époque.

LA VIE DE VAN GOGH, d'Henri Perrichon (L.P.). Le chef-d'œuvre d'un écrivain estimable qui a su faire revivre à partir de documents inédits la triste destinée d'un peintre qui a dominé son époque.

Chez les Chansonniers

LES LIMITES DE L'IMPOSSIBLE

Tel est le titre d'un mince ouvrage que Daniel Mussy vient de publier — Daniel Mussy, chacun le sait, est un des plus brillants chansonniers de la nouvelle génération — « Un chansonnier ». Tout le monde s'attend à une fusée de ces bons mots un peu faciles et qui sont un élément de détente, un tranquillisant contre les ennuis qui nous assaillent. Détrompez-vous ! « Les Limites de l'Impossible » est un recueil de réflexions et de pensées qui s'interroge et nous interroge sur des sujets aussi graves que le matérialisme, le réalisme, la société, l'amour, la mort... etc.

Ce qui a pu conduire le directeur artistique du Caveau de la République vers une méditation aussi profonde... C'est Anne-Marie Carrière qui nous explique dans la préface brillante de l'ouvrage.

« Quand on monte chaque soir sur la scène d'un cabaret pour arracher le rire à toute force aux trépas du public, on est finalement victime d'une fausse honte » proclame-t-elle... et d'épouquer très justement Paillasson.

J'ai parcouru avec passion ce petit livre de réflexions qui débordent largement du simple bon sens et qui dénote une maturité certaine dans la réflexion. Daniel Mussy a un joli tour de phrases et lorsque le chansonnier remonte à la surface, cela donne, par exemple, cette formule savoureuse : « L'amour et la stratégie militaire ont quelques points communs, sauf qu'en amour, c'est la retraite qui est une victoire. »

Mais lorsque l'homme qui a rejeté la veste du comédien médite, alors cela produit des phrases frappées du genre de celle-ci : « Au sein de la nature, l'homme est nuisible à tout ce qui l'entoure. C'est sa raison d'être. »

Je soucierais moins à la conception déiste qu'il se fait de la nature, mais ce Dieu ressemble étrangement à celui que nous portons tous en nous. Un homme débarrassé des scories déposées par les civilisations qui se sont succédées et à qui chacune a laissé une couche de boue sur les âmes.

Ce petit bouquin captivant va étonner les spectateurs du « Caveau ! ».

Suzy CHEVET.

IL Y A EU CRIME DANS GRENADE

par Cl. Kottelanne

« De la chair pantelante d'enfants s'entasse dans les tombereaux fêtés des commis jusqu'à aux opérations d'équarrissage et de noie. La fosse commune a été rajournée. Elle est vaste comme un dortoir, profonde comme un puits. Incomparables bouchers ! Honte ! Honte ! Honte ! » (1).

En 1936 éclate la guerre civile : Federico Garcia Lorca est assassiné à Grenade. En 1939 les troupes républicaines sont contraintes de passer les Pyrénées : Antonio Machado meurt à Collioure. Il semble que l'on puisse difficilement séparer le contenu affectif du mot révolution, de son véhicule le plus authentique : le poème.

Il n'y eut pas en Espagne, sur le plan de l'expression, de mouvements révolutionnaires comparables à ceux de la Russie : futurisme, constructivisme, etc. (le mouvement des « ultraistes » : 1919 ; l'U.F.E.H. — théâtre universitaire : 1932 — n'échappait pas à l'emprise de l'enseignement officiel). La résistance espagnole n'a pas connu cette période de nihilisme qui précéda 1917 et différencie géographiquement, culturellement et historiquement, ne fut jamais aussi évidente. Dans le cadre de ce court article, nous n'avons pas la prétention de faire un historique de la poésie espagnole pendant la guerre civile, nous ne voulons pas non plus rappeler les grands noms de cette poésie-là. Tous ceux qui ont contribué à la rédaction de la page sur l'Espagne, se sont attachés, pour éviter les redites, à l'étude d'un problème bien limité dans l'espace et dans le temps, à savoir l'organisation de telle coopérative agricole géographiquement et historiquement bien située, ou le fonctionnement de tel service urbain bien défini. En ce

qui concerne la poésie, nous avons volontairement ignoré Lorca, Machado, Aleixandre, Hernandez... pour ne citer que quelques anonymes à la fois poètes et combattants. En cet anniversaire de la révolution, il est bon de souligner que la poésie, comme la révolution, sera faite par tous.

L'anthologie de D. Puccini, le « Roman-cero de la résistance espagnole » (2) aura eu le mérite de faire connaître des textes qui, sans elle, seraient à jamais oubliés, si leur nombre est restreint, au moins le choix en est excellent. La simplicité, le dépouillement, le ton à la fois noble et pathétique de ce poème anonyme a-t-il quelque chose à envier à A. Machado ?

« Sachez-le maintenant, vous qui avez offert votre vie pour la liberté, pour elle accepté de mourir ; vous qui en liberté, ordonnez la victoire et mangez un pain bien gagné, vous qui espérez chaque soir un lendemain meilleur : il est des camarades que la défaite marque au fer, car si la trahison a fauché et vendu leurs vies, avec la lâcheté elle perpétue fosses et prisons. »

« La poésie, l'amour, la liberté », il semble que ces anonymes aient inconsciemment assumés les trois mots d'ordre du surréalisme :

« Je voudrais lâcher des abeilles, tendre une grappe, je voudrais dire pour toujours les mots qui volent pour que ces lèvres que j'adore les prononcent : »

LIBERTE.

Oui, la voix est encore balbutiante, mais elle est pure, elle n'a que faire des réveries à bon marché, elle n'a pas le temps, elle est présente, vivante comme la poignée de main d'un camarade :

« Moi je suis un homme, et je chante, les yeux ouverts. »

Voix profonde des choses.
Je ne sais pas si elle chante ou bien si elle pleure les yeux ouverts :

Voici mes mots. »

« Ma voix », « mes mots »... et pronant cette voix, ces mots qu'elle prononce sont la propriété de tous, le langage de la poésie est aussi le nôtre, il est aussi nécessaire à l'homme que sa liberté.

« L'imagerie mentale des premiers jours de la révolution espagnole garde l'aspect d'un Benjamin Péret assis devant une porte de Barcelone, fusil d'une main et de l'autre, caressant un chat sur ses genoux » (3). N'est-ce pas là le symbole de notre vie, à nous libertaires ?

D'un côté la main amoureuse, caressante, et de l'autre celle qui tient un fusil quand l'exige la justice.

(1) René Char « Placard pour un chemin des écoliers ».

(2) D. Puccini « Roman-cero de la résistance espagnole ».

(3) A. Breton « Entretiens ».

LE TREMBLEMENT DE TERRE

(L'ange exterminateur, de Luis Bunuel)

Il fut un temps où Bunuel nous donnait en alternance un grand film et un film mineur. Lorsqu'il s'était livré une année, il se reposait ensuite dans une production d'allure commerciale, dans laquelle ses supporters devaient chercher la trace de leur auteur, ces images foudroyantes qui surgissent de son esprit et qu'il restitue telles qu'elles sur l'écran, sans se préoccuper de leur rapport avec le sujet traité.

« L'Ange exterminateur » est un film que Bunuel a fait pour se reposer, c'est-à-dire pour s'amuser. Il a été produit par le mécène Gustavo Alarista, qui continue malgré tous les échecs financiers, à produire les films de Bunuel, quels qu'ils soient. Depuis quelques années, l'auteur de « L'Âge d'or » peut donc faire exactement ce qui lui plaît. Il a profité de l'occasion qui lui était offerte pour, une bonne fois, dire ce qu'il avait sur le cœur, avec deux films. Ceci fait, il lui est permis de se distraire. Il l'a fait avec « La Jeune Fille », et maintenant il récidive avec « L'Ange exterminateur », tourné très rapidement et sans doute à peu de frais.

Dans ce film, l'auteur, pour qui ne se pose plus le problème du commerce, à quelque peu changé sa tactique, qui était, nous l'avons dit, de bâcler un sujet commercial en le ponctuant de petites notes personnelles à l'usage des gens qui attendent qu'il « fasse du Bunuel ». Cette fois, il en a fait, et d'un bout à l'autre.

Depuis « L'Âge d'or », en 1930, Bunuel n'avait pas entrepris de film délibérément surréaliste. La forme d'expression

qui lui est chère se retrouvait dans tous ses films, en général dans des scènes de rêve, pour faire avaler la pilule. C'est le cas, par exemple, des séquences oniriques de « Los Olvidados », « La Montée au ciel », « Robinson Crusé », « Dans d'autres cas, certaines images amenées avec roublardise pour les incorporer au sujet, relient le film à la grande tradition surréaliste : Un énorme crucifix au milieu d'un étal de boucher, dans « On a volé le tram », Simone Signoret et Georges Marshall en robe du soir et smoking au milieu de la jungle dans « La Mort en ce jardin », la fillette plantant une bouteille de whisky en guise de croix sur la tombe de son oncle dans « La Jeune Fille ».

Dans « L'Ange exterminateur », le surréalisme est d'autant plus percutant qu'il s'immisce dans un monde en apparence normal et très rationnel.

Nous assistons à l'arrivée, après une première à l'Opéra des invités d'un couple de la haute aristocratie mexicaine. Tous ces invités, triés sur le volet, sont des « gens de la haute ». En quelques rapides notations, on nous fait également savoir qu'ils sont, comme c'est en général le cas, à Mexico et ailleurs, une bande de canailles odieuses. Aussitôt passés à table, ils médisent les uns des autres dans le creux de l'oreille du voisin, donnant un bref aperçu de la fange de la haute société. Quelques phrases sont dites à haute voix, phrases que l'on ne peut entendre que chez ces gens-là, du genre : « Le peuple ne souffre pas comme nous, il n'a pas les mêmes besoins », etc.

Nous savons donc à quoi nous en tenir sur les personnages réunis dans cette de-

meure quasi seigneuriale. D'autant plus que, par un fait étrange, au moment de l'arrivée des invités, tout le personnel donne subitement congé, à l'exception du majordome, sous les prétextes les plus fallacieux. Ce départ brusque et irraisonné laisse planer une atmosphère de drame mystérieux, le spectateur sent qu'il va arriver quelque chose. Et puis soudain, au moment où l'on s'y attend le moins, un gag des plus classiques (une chute), détend un seul coup toute la salle qui ne peut qu'éclater de rire, et l'on oublie momentanément qu'il « va se passer quelque chose de bizarre », tandis que les invités passent au salon.

C'est, en quelque sorte, l'introduction, le « quelque chose que l'on attendait » arrive, et l'histoire commence. Bunuel ayant pris soin de bien nous montrer qu'en aucun cas les invités ne peuvent être plaints, l'humour s'installe.

Peu à peu le verni craque, et l'on assiste avec délectation à la déchéance de ces gens, qui commencent par arracher leur smoking, abandonnant toute retenue, puis par se jeter les uns contre les autres et chercher, animaux malades de la peste, une victime à immoler. Après les premières prières demeurées sans effet, on a recours au paganisme : signes cabalistiques, Franc-maçonnerie, etc.

Dès leur libération, les bêtes redevenues humaines se retourneront comme de bien entendu vers notre sainte mère l'église, ce qui causera leur perte une seconde fois...

Dependant, pendant que tous ces gens sont enfermés, ceux du dehors assistent

au drame, impuissants. Une petite émeute éclate, et la foule tente de briser les barrières aux cris de « mort aux flics ». (Le sous-titre passe très vite, sur un coin blanc de l'image, à peine lisible...) A la fin, lorsque les invités enfin délivrés seront de nouveau enfermés, grossis cette fois d'un millier de bigots, l'émeute tournera inexplicablement en révolution, ce qui nous vaudra quelques plans rapides de la police à cheval chargeant la foule et mitraquant en tous sens. Images qui ne sont pas sans rappeler d'ailleurs une très courte scène identique de « L'Âge d'or ».

Bunuel s'est amusé, avec ce film, mais cette fois son amusement a des relents de férocité qui rattache le film à ses œuvres majeures. « Viridiana » pouvait paraître comme l'aboutissement de toute une œuvre, l'éclatement serene de la pensée d'un homme enfin libéré de toute contrainte, en possession d'un passé qui lui permettait d'atteindre à la perfection, à la concrétisation définitive de son mythe. Débarassé de tout ce qui le hantait, Bunuel éclatait enfin, totalement libre et conscient, aussi violent et pur qu'à l'époque de « L'Âge d'or », son premier grand film. Mais voici cet « Ange exterminateur », d'une jeunesse et d'un humour qui forcent à penser que « Viridiana » n'était pas une fin.

Il paraît que Bunuel a enfin pu tourner cette « Vie de saint Antoine » dont il rêve depuis vingt ans et qu'aucune censure n'avait acceptée. Tout n'est pas dit, et Bunuel est toujours jeune.

Jean ROLLIN

Beaux-Arts

La maison s'achève. Les galeries parisiennes vont fermer pour ne se réouvrir qu'à partir de septembre. D'ici là, bien sûr, de grandes expositions demeureront ouvertes pour les Provinciaux. Nous n'en parlerons pas, tellement l'étalage de médiocrités a été remarquable cette année à Paris, dans les musées nationaux et municipaux. D'ailleurs, la saison a été aussi mauvaise dans les galeries. Mauvaise à tous points de vue. Vraiment personne n'a été gâté.

Pourtant mention doit être faite des derniers coups d'éclat de la saison avec LORJOU (lithographies chez Marcel Bernheim), DUNOYER de SE-GONZAC (Paris, gravures chez Sagot-Le Garrec), MOULOUJJI (Paris, dessins au « Gouvernail » rue Durantin) et MAZZONI (peintures à la Galerie des Jeunes). Malheureusement, ces expositions seront terminées lorsque paraîtra ce numéro.

Alors nous vous invitons à profiter des vacances pour découvrir les beautés locales. Déjà nous pouvons signaler une importante exposition **RENOIR** au musée Cantini de Marseille, jusqu'au 15 septembre. Visitez aussi les petites galeries des lieux de villégiature qui, elles, ne ferment pas durant l'été.

J.-L. GERARD

Radio

Bien que l'obscurantisme officiel pèse chaque jour davantage sur les ondes, il arrive de temps à autre qu'une petite clarté émerge au milieu de ces ténèbres.

Il nous a été donné d'entendre dans l'excellente émission de Jean THEVENOT « AUX QUATRE VENTS »,

France II, samedi 13 h. 53, une chanson d'un auteur amateur René DERAN : « ROBOT ». Les chansonniers arrivés pourraient s'inspirer avec profit de cette œuvre pleine d'audace et de vérité.

La soirée du dimanche nous apporte, toujours sur Paris-Inter, France I, de très bonnes productions. A 20 h. 45, « La fine fleur » de Luc BERIMONT, diffuse ce que la poésie a de meilleur ; BRASSENS, VERLAINE, RIMBAUD, PREVERT, FERRE s'y étoient, agréablement présentés. Vingt minutes consacrées à la qualité et au bon goût qui nous consolent des facilités commerciales habituelles.

A 22 h. 20, toujours sur l'Inter, « CLIMAT », d'Angèle VANNIER, poétesse consommée qui illustre son propos de délicieuses chansons. Si j'ajoute que les interprètes les plus employés ont nom : Catherine SAUVAGE, Héliène MARTIN, Anne SYLVESTRE,

Jacques DOUAI, vous jugerez facilement de la parfaite ambiance qui règne ici.

A 22 h. 40, la déjà ancienne « VIE PARISIENNE », de Jacques PEUCHMAURD, nous conduit chaque dimanche, par le truchement de Paris-Inter (toujours lui), dans un cabaret. Grâce à J. PEUCHMAURD, la rive gauche n'a plus de secrets pour nous. Dernièrement, il nous a fait connaître « L'ECOLE BUISSONNIÈRE » de R.-L. LAFFORGUE, l'enseigne du cabaret est aussi le titre d'une chanson de notre ami, c'est une véritable profession de foi anarchiste. Il nous a été particulièrement agréable d'entendre parmi une pléiade de jeunes et talentueux interprètes notre bon camarade Henri GOUGAUD dans son nouveau tour de chant : « Le Père Lachaise », « La petite Roquette », « La pendule », « Le moulin », sont, par sa grâce et pour notre plaisir, autant de petits chefs-d'œuvre.

J.-F. STAS

DIEU ET L'ÉTAT ET JEAN XXIII

KROUCHTCHEV

*Le pape est mort.
Un nouveau pape est appelé à ré-
gner.
Araignée ! Quel drôle de nom pour
un pape !
Pourquoi pas libellule ou papillon ?*

UN pape est mort. Cela se vend bien. Les caïds de la presse auraient certainement préféré que l'événement eût lieu en août, en guise de serpent de mer, mais les motifs de jubilation ne leur manquent tout de même pas car le service de public-relations du Vatican s'est montré particulièrement compréhensif et efficace ; on a même pu croire un instant qu'il comptait des serviteurs à « L'Humanité » et que Roger GARAUDY s'était transformé en émissaire de la Calotte internationale. Soyons justes, ce n'est pas tout à fait exact : le comportement officiel des communistes vis-à-vis du Saint-Siège, le renouveau de la politique de la main tendue, obéissent à des mobiles plus sérieux.

Le signor PACELLI dit Pie XII, s'était fait une réputation d'intégriste sectaire, de grand méchant loup réactionnaire. Georges SUFFERT, dans « L'Express » du 30 mai, rappelle complaisamment quelques anecdotes situées au moment critique de la crise « stalinienne » (ou « macarthyste ») de l'Eglise, époque où des bulles au soufre taillaient ferme dans les rangs des catholiques dits de gauche. Cela ne représente pour nous que la partie spectaculaire de la vérité historique. Nous sommes quelques-uns qui trouvons trop facile qu'on chante les louanges du dernier défunt en dansant sur le squelette de son prédécesseur ; qui refusons de croire, par prudence, que toute intelligence a déserté la Curie romaine ; qui estimons que les contradictions et archaïsmes dénoncés par les belles âmes « catholiques progressistes » ne sont pas des accidents malheureux dus au mysticisme exacerbé d'un pape visionnaire, mais appartenant au contraire à un enchaînement voulu d'actes politiques chèrement pesés. Les nuances apportées par les caractères des différents patrons et les affrontements de personnes s'y ajoutent comme un ornement ; elles ne modifient en rien le déroulement global.

Comme tous les autres courants politiques, l'Eglise catholique a été malmenée par les années de guerre. Au lendemain du dernier conflit mondial, ses troupes (ecclésiastiques et civils) troublées par la promiscuité des divers combats avaient

grand besoin d'être reprises en main par la hiérarchie, d'être rappelées à une discipline stricte pour devenir plus aptes à affronter les vicissitudes du monde moderne.

Pie XII se chargea de cette reprise en main, en même temps que l'analyse de l'évolution des sociétés montrait à ses cardinaux-ministres les faiblesses de l'Occident classique. Certes PACELLI était un tantinet halluciné, mais la dureté qui eut cours sous son mandat tenait moins à ses visions qu'aux nécessités du moment. Les fruits de cette dureté, son successeur sut les préparer à mûrir ; soyons persuadés que MONTINI s'évertuera à engranger une bonne récolte.

L'Eglise sait qu'elle risque de trop perdre à vouloir systématiquement contrecarrer les aspirations nouvelles que peuvent se liguer contre elle des forces capables de la démanteler malgré son emprise sur les psychismes angossés.

S'appuyant sur un appareil politique efficace RONCALLI s'est efforcé de composer et même de reprendre à son compte certaines revendications qu'il se sentait incapable de museler dorénavant, pour tenter de les détourner à son avantage et de tirer profit du choc psychologique provoqué par cette attitude que les gogos s'empressent de trouver moderniste.

Pourtant Pacem in terris (1) est un document clair. On y lit dans la première partie : « Tout être humain a droit au respect de sa personne, à la recherche de la vérité, à la bonne réputation, à la liberté dans l'expression et la diffusion de la pensée, dans la création artistique, les exigences de l'ordre moral et du bien commun étant sauvegardées (2) ; il a droit également à une information objective. » Puis dans la seconde partie : « L'autorité exigée par l'ordre moral émane de Dieu. » Qu'y a-t-il de nouveau dans ces lignes ? Quels sont-ils ces prétendus libéraux qui ne voient pas que ce texte est encore restrictif par rapport à la bourgeoise Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ?

Le temps n'est plus où les missionnaires se plaisaient à emboîter les pas sanglants des soudards des armées coloniales. Deux milliards d'hommes prennent conscience de leur misère et commencent à porter la lutte de classes au niveau des collectivités nationales. Il faut prendre des dispositions pour survivre à la tornade naissante et si possible

pour progresser en l'évitant ou l'atténuant.

Aussi tous les actes du Vatican dépendent-ils de ces nouvelles données. Modernistes, oui ; parce qu'ils découlent d'une estimation du rapport des forces dans le monde moderne et doivent permettre à l'imperialisme catholique, d'une part de se maintenir dans l'Occident classique, d'autre part, d'étendre en la modifiant son emprise sur les populations dites du Tiers-Monde.

D'une part, on flatte les travailleurs des sociétés industrialisées en prêchant l'intégration : « (...) Les pouvoirs publics (...) auront soin (...) que les travailleurs puissent se sentir responsables dans les entreprises ; qu'on puisse constituer opportunément des corps intermédiaires qui ajoutent à l'aisance ce et à la fécondité des rapports sociaux ». Tout en rassurant la classe dirigeante par le maintien de la caution divine au profit : « De la nature de l'homme dérive également le droit à la propriété des biens, compris les moyens de production ».

D'autre part, on mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à persuader les populations des pays sous-développés que seul le paternalisme de l'Eglise peut les sauver du dénuement. On leur affirme que leurs revendications sont justes, qu'elles ne pourront être satisfaites que si la paix règne sur le monde et que l'Eglise catholique est l'organisme le plus qualifié pour maintenir cette paix. La preuve ? Quelques jours avant sa mort, le défunt pape avait reçu un prix de la paix !

Cette paix, Krouchtchev lui aussi en a besoin. Son équipe a engagé un pari à triple effet : obtenir le plus rapidement possible une abondance relative de biens de consommation en URSS. Ce pari doit être gagné d'une part pour désarmer l'opposition croissante de la nouvelle classe moyenne soviétique fatiguée du temps des vaches maigres, d'autre part, pour donner un argument majeur à la propagande à l'usage des pays industrialisés, enfin pour permettre à l'idéologie marxiste-léniniste de s'implanter efficacement dans les régions pauvres sans que cette implantation puisse passer aux yeux du monde pour une agression caractérisée.

Or, les préoccupations de Krouchtchev paraissent essentiellement bourgeoises aux communistes chinois. Au niveau des collectivités nationales,

la Chine appartient encore au prolétariat (au sens strict du terme, le prolétaire est celui qui est démuné) et voudrait devenir le chef de file des nations prolétaires.

S'il ne faut pas schématiser et prétendre que Rome et Moscou s'entendent comme larrons en foire sur le dos du bon populo ; il n'en reste pas moins vrai que les intérêts actuels des imperialismes soviétique et catholique convergent vers une politique de paix. Convergence d'autant plus certaine qu'on ne craint pas de l'avouer publiquement malgré les différences essentielles dans la conception du monde (permettant de maintenir à peu de frais une tension qui sauve la face : pas de coexistence idéologique) et l'antagonisme des politiques à long terme.

Bien entendu nous ne souhaitons pas que la lutte des classes dégénère en guerre thermonucléaire, que le combat cesse faute de combattants. Mais ne nous y trompons pas, cette paix qu'on s'ingénie à nous octroyer n'est pas celle pour laquelle nous militons.

Comme nous n'étudions pas la question sociale d'une manière superficielle, nous savons que la paix octroyée par les chefs n'est entre leurs mains qu'un outil pour maintenir leur pouvoir. L'observation des faits nous indique qu'il ne peut exister de paix réelle tant que persiste la lutte des classes, c'est-à-dire tant que n'a pas cessé cette agression permanente que l'exploitation de milliards d'êtres humains par quelques millions d'individus.

L'alliance momentanée du Vatican et du Kremlin peut ressembler au mariage de la carpe et du lapin, aux anarchistes elle apparaît comme une conséquence logique de l'évolution des sociétés autoritaires, comme une forme nouvelle de l'alliance entre Dieu et l'Etat. On peut nous traiter d'ânes bâtés, nous continuerons cependant à refuser de ne pas voir que sous prétexte de sauvegarder les exigences de l'ordre moral et du bien commun toute autorité s'affirme légitimement fondée à exploiter les hommes.

L'Etat bolchevik a survécu à la disparition de Staline. Un pape est mort, l'Eglise continue. Comme continuer d'exister l'autorité et la hiérarchie, c'est-à-dire nos raisons de lutter pour la libération des hommes.

(1) Les citations de « Pacem in terris » sont extraites du texte intégral paru en français dans « Témoignage chrétien » supplément du 19 avril.

(2) Les passages en italique ont été soulignés par nous (N.D.L.R.).

CLASSIQUES DE L'ANARCHIE

L'ANARCHO-SYNDICALISME EST UN MOUVEMENT EXPERIMENTAL

L'Anarcho-Syndicalisme, comme toute doctrine véritablement sociale, est essentiellement expérimental.

La preuve est faite aujourd'hui, en Espagne, que sa doctrine, consacrée et confirmée par les faits, est immédiatement réalisable.

Expérimental ? Il l'est comme tous les mouvements sociaux et toutes les sciences.

En sociologie comme en physique, en chimie, en mécanique, l'idée part du fait pour revenir au fait.

Toujours le fait précède l'idée et crée la doctrine, la philosophie, d'où sortira la réalisation.

La doctrine, l'idée, le désir de recherches nouvelles pour arriver au but, sont les conséquences de phénomènes constatés, qui donnent naissance à des lois admises par tous et que l'expérience consacre.

QU'EST-CE QUE L'ANARCHO-SYNDICALISME ?

L'Anarcho-Syndicalisme est un mouvement organique et organisé. Il tient sa doctrine de l'Anarchisme et sa forme

d'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire.

Il est l'expression actuelle, sur le plan économique et social, de la doctrine anarchiste.

Il en est aussi, sur le terrain révolutionnaire, comme le prouve l'expérience espagnole elle-même, l'agent essentiel de réalisation.

Il est représenté dans le monde par l'A.I.T. et ses Centrales Nationales.

Sa doctrine a été définie par le Congrès Constitutif de la 2^e A.I.T. (25 au 31 décembre 1922), par les Congrès successifs, les ouvrages et écrits de ses militants.

La C.N.T. représente, en Espagne, l'Anarcho-Syndicalisme de l'A.I.T.

Pratiquement et non moins historiquement, l'Anarcho-Syndicalisme est la forme organique que prend l'Anarchie, pour lutter contre le capitalisme. Il est en opposition fondamentale avec le Syndicalisme politique et réformiste.

La substitution de la notion de classe à la notion de parti fait de l'Anarcho-Syndicalisme une nécessité pour les travailleurs, obligés de défendre leurs conditions de vie, de préparer leur affranchissement économique et social.

Le mouvement Anarcho-Syndicaliste permet de conjuguer l'action pour la lutte revendicative quotidienne et les

aspirations les plus hautes des travailleurs.

Il réalise l'union de ceux-ci sur le double plan des intérêts matériels et moraux, immédiats et futurs.

Il fait surgir de la communauté des intérêts l'identité des buts et, par voie de conséquence logique et naturelle, la concordance des doctrines.

L'ANARCHISME REVOLUTIONNAIRE ET L'ANARCHO-SYNDICALISME ONT UNE MEME FINALITE

La Charte de l'A.I.T. a dégagé de toutes ces considérations historiques une conception qui est commune à tous les anarcho-syndicalistes du monde. La C.N.T., en accord avec la F.A.I., en tente en ce moment même la réalisation.

Cette conception n'implique nullement que l'anarcho-syndicalisme — antiétatiste et fédéraliste — ne l'oublions pas — entend et prétend être tout et que rien d'autre ne doit exister à côté de lui.

L'anarcho-syndicalisme estime, au contraire, que les hommes, s'ils ne peuvent se passer de produire pour vivre, ne doivent pas avoir pour unique but de produire. Il admet très sincèrement, et il n'hésite pas à le proclamer que

l'homme a et doit avoir d'autres aspirations — et les plus hautes — vers le bien, le beau, le mieux, et cela, dans tous les domaines où il a accès avec ses facultés ; que des organismes administratifs et sociaux adéquats à toutes les nécessités d'une vie pleine, entière, et totale, fonctionnant avec le concours éclairé et sous le contrôle vigilant, constant et permanent de tous.

Il admet indubitablement que les individus ont le droit — mieux, le devoir — de s'administrer eux-mêmes. Il les y invite formellement, d'ores et déjà.

De même, il souhaite ardemment que les communes se fédèrent regionalement, se confédèrent nationalement et que les confédérations s'associent internationalement comme les syndicats et leurs C.G.T.

Il est même convaincu que c'est indispensable et il est prêt à unir ses efforts et ceux de ses syndicats aux efforts des individus en tant que tels, des communes fédérées, confédérées et associées pour réaliser le véritable communisme libertaire, qui ne peut être que l'œuvre de l'anarchisme. Je l'ai d'ailleurs expressément déclaré dans mes livres, « Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale » et le « Monde Nouveau ».

Pierre BESNARD.